

HEI C met

Un petit impact sur l'Institut, une grande bouffée d'O₂ pour les étudiants

Dans ce numéro,
le Comet s'écrase sur :

LE MOYEN-ORIENT



LE PROCHAIN
NUMÉRO DU COMET
SERA CONSACRÉ À

L'AFRIQUE

SI L'ENVIE D'ÉCRIRE VOUS
ASSAILLE, N'HÉSITEZ PAS À
ENVOYER UN E-MAIL À :
COMET@HEI.UNIGE.CH

Rédacteurs en chef :

Antoine Perret
Jean-Claude Vignoli

Responsable Marketing :

Martin Roch

Relecture :

David Wanstall

Graphisme :

Vincent Clavien

Photographe :

Claudia Walder

Rédactrices et rédacteurs :

Gioia Deucher, 4ème HEI
Matteo Fachinotti, 4ème HEI
Dorothea Fröhlich, DEA économie, Genève
Léa Gerber, 4ème HEI
Émile Issa El-Khoury, diplômé en diplomatie
et négociations internationales, Beyrouth
David Lanz, 3ème HEI
Marc Menichini, 3ème HEI
Patrick Nicollier, 4ème HEI
Camille Perret, 2ème année de sociologie, Grenoble
Odile Rittener, 4ème HEI
Yvonne Schneitter, 4ème HEI
Grégoire Solioz, 1ère année DEA HEI
Raji Sultan, diplômé HEI
David Wanstall, 4ème HEI
Wehbe-Eric Wehbe, 2ème HEC Paris
Ozcan Yilmaz, DEA HEI

Dépôt légal : mars 2005

Reprise du contenu des articles
autorisée avec mention de la source.

comet@hei.unige.ch

1ÈRE PARTIE : DOSSIER MOYEN-ORIENT

- 4 Genève-Téhéran : le voyage à travers ses origines
- 5 Taking a taxi in Teheran
- 6 L'UE : un enjeu kurde ?
- 8 Golden Age in Turkmenistan ?
- 9 A l'ombre des pyramides
- 10 Irak : des guerres très privées
- 11 Bèeing a migrant worker in Saudi Arabia
- 12 Démocratie(s) au Moyen-Orient
- 14 Les cèdres du Liban
- 15 Renouveau démocratique au Liban
- 16 Le Liban à la croisée des chemins
- 18 Des lois peu féminines

2E PARTIE : MÉTÉORITES SUR LE CAMPUS

- 20 Odile sur orbite - Le gardien de la mémoire
- 21 Comet pratique
- 22 Le GIMUN; j'ai joué au maître du monde
- 23 Le carré des anciens

3E PARTIE : LE RESTE DE L'UNIVERS

- 24 La trajectoire cinématographique :
Trafficking women in Israel
- 26 Cuisine : Tajine de poulet
- 27 Fonctionnaire attitude



<http://www.unige.ch/taxe>

Journal parrainé par l'Association Garden Party

Les femmes y sont voilées. Les enfants occidentaux kidnappés. Tous les plaisirs bannis. Certainement que le sabre reste, aujourd'hui encore, le meilleur moyen pour rendre la justice, au Moyen-Orient.

Faire la part des choses entre les clichés et la réalité n'est jamais un exercice facile. Avant tout, parce qu'on ne peut jamais s'échapper de notre propre éducation. Mais aussi parce que les valeurs auxquelles nous croyons, nous habitent dans tout rapport à l'*autre*. C'est pour cette raison que nous ne souhaitons pas transiger avec ces valeurs, et présenter malgré tout ce qui peut passer pour des clichés : ce n'est pas en fermant les yeux que la différence se transforme en similitude.

Le Moyen-Orient vit une période de transition assez particulière : l'année 2005 est appelée «l'année des élections», avec des pays comme l'Egypte, l'Irak, la Palestine, l'Arabie saoudite, l'Iran qui ont - ou qui vont - appelé leurs citoyens aux urnes. Dans une région aussi figée, aussi stable, voilà qui ne manque pas d'attirer tous les regards. La chaise, ou plutôt le trône sur lequel sont assis tous les leaders de la région pourrait d'effriter ; les critiques à l'encontre des méthodes étasuniennes aussi, puisqu'il est rare que l'on retienne la «méthode» en histoire. Les résultats, eux, on ne les oublie jamais. Qui aura raison, dans dix petites années ? Bien malin celui qui pourrait le prédire.

Ce numéro a très nettement pris une tournure plus politique ; dans le feu de l'actualité libanaise, le thème s'est embrasé. Mais c'est également le choix des rédacteurs ; plutôt que de parler du plaisir pris à se délasser à l'ombre d'un dattier, ils ont souhaité être plus «engagés».

Ce qui ne nous empêche pas d'aborder la région de manière originale ; par exemple, des cèdres au Liban à la découverte de ses racines téhéranaises, l'émotion n'est pas en reste. Deux symboles mémoriels introduisant d'ailleurs parfaitement le rôle d'intendant à l'institut, qui n'avait rien d'un simple administratif. Aucun rapport donc avec la «fonctionnaire attitude», qui dans la lignée des gros durs et des dindes, nous propose un autre travers guettant chacun d'entre nous. Auquel il faut encore ajouter le compte-rendu du GIMUN, cette fameuse simulation qui voit tant d'étudiants jouer au Koffi Annan en herbe.

Jean-Claude

Ce journal est consultable sur le site web «<http://membres.lycos.fr/iuhei>».

Les articles de ce journal ne reflètent que le point de vue de leurs auteurs, et les fautes d'orthographe sont déposées auprès du journal.

GENÈVE - TÉHÉRAN : LE VOYAGE À TRAVERS SES ORIGINES

21 ans... 21 ans que je suis sur cette terre, avec toutes les particularités qui forment mon identité : ma nationalité, mon caractère, mon sexe, mes langues, mes origines, mes ancêtres, mon éducation religieuse, mes caractéristiques physiques, ma formation, mes expériences, mes contacts... Je suis tout cela. 21 ans que je sais que ces caractéristiques se mêlent en moi formant mon environnement de manière permanente, certaines prenant le dessus selon le contexte, les circonstances, le lieu et les personnes avec qui j'interagis.

Et puis arrive le 3 octobre 2002. Alors que le chef de cabine annonce notre arrivée dans l'espace aérien de la République Islamique, quelques femmes iraniennes mettent nonchalamment de côté leurs verres de Bailey's et se préparent calmement à couvrir leurs cheveux d'un foulard plutôt sombre. Avec la même douceur, l'avion se pose sur la piste de Téhéran Mehrabad. Il est 1h30 du matin. Et là, je découvre, émerveillé, dans la cacophonie de l'aéroport, mes origines.

Et pourtant, cela fait 21 ans que j'entends parler cette langue, que j'essaie de la pratiquer autant que je peux, que je goûte à ses saveurs, que je vois ses traces sur mon visage. Mais je n'avais pas vécu pleinement cette part de moi. L'occasion de me découvrir m'est-elle alors enfin donnée ? Dans l'affirmative, comment donc concilier deux cultures *a priori* si opposées ? Un mélange de chocolat suisse et de *fesenjan*¹ iranien. Il semble qu'il n'y ait pas de correspondance, pas de lien entre les deux. Et bien pourtant, il y en a un, la couleur. Et bien, moi, je suis comme cette couleur, le lien entre les deux, animé par des saveurs pourtant particulières et uniques.

Alors que l'on observe dans tous les aspects des relations internationales des conflits entre nations, entre peuples et ethnies, comment puis-je, moi, petite proportion représentant 1/6'000'000'000 de cette population mondiale, concilier ces deux aspects, ces deux «cultures» si antagonistes ?... Antagonistes ? Pas vraiment. Complémentaires. Il est vrai qu'être issu de deux civilisations et ne vivre que dans l'une pousse de manière latente à l'exclusion de l'autre. Sauf si l'on entretient les liens. A partir de là, la division mène à l'unité.

3 octobre 2002. Le soleil se lève et je n'ai pas dormi. Trop perturbé par cette agitation qui m'entoure. Je n'ai qu'une envie : sortir. Voir ces quelques 70 millions de personnes que je ne connais pas, mais que je reconnais. Sentir ces odeurs dont je connais les noms mais que je n'ai pas eu l'occasion d'humer. Découvrir ces goûts si particuliers qui ont traversé la chaîne de montagne de l'Alborz pour venir se loger dans mon assiette genevoise depuis ma plus tendre enfance. Mais ici, rien n'est pareil : c'est une renaissance, ce sont les senteurs

ensorcelantes du terroir iranien qui jaillissent.

Les premières bouffées sont loin d'être magiques. La pollution pique les yeux. C'est le mois d'octobre, mais Téhéran suffoque. J'ai le sentiment d'être sur un nuage, comme transporté d'un endroit à l'autre par un fil suspendu. Nous montons dans une voiture publique, les hommes devant, les femmes derrière, mais jamais les uns à côté des autres. Le désir monte d'interagir, de s'exprimer. L'accent franchouillard étant ce qu'il est, les gens remarquent immédiatement que je ne suis pas d'ici, alors je me rabats sur les marchés regorgeant d'arômes enivrants, tandis qu'au loin, on entend le *Allah'a'Akbar* du muezzin.

Téhéran...Ispahan. C'est le voyage en car. Six heures de voyage à travers des terres plutôt arides. Au loin, je devine un site militaire qui m'a l'air bien protégé... Et puis Qom, le deuxième centre religieux chiite le plus important d'Iran, où se dressent, fidèles, les imposantes mosquées surplombant le sable.

Ispahan... la place principale, royale... Shiraz... les tombeaux de Haafez et Saadi², envoûtants... Persepolis... un des berceaux de l'Humanité, pénétrant... et puis le retour vers Téhéran approche.

20 octobre, 20h30. Aéroport de Shiraz. Alors qu'une fois de plus, ma mère est séparée des hommes pour des contrôles policiers, je me dirige vers les douaniers iraniens, au portail de notre envol pour la capitale iranienne. Mon frère passe le contrôle et les passagers attendent que je fasse de même. Je me dirige vers le détecteur, et tout-à-coup, j'entends l'officiel hurlant en iranien : «Laisse passer l'étranger». Je m'exécute bien évidemment dans les plus brefs délais, avant de constater qu'il s'agit de laisser passer... mon père !

Alors que 21 ans d'espace-temps me séparaient d'une partie de mon identité, je me retrouve en un instant propulsé dans le monde de l'intégration, partagé entre un sentiment de colère (et bien oui, il m'a bien hurlé dessus !) et un sentiment plutôt profond et ému d'acceptation.

Alors que le chef de cabine annonce que l'on quitte l'espace aérien iranien, les voiles des femmes glissent doucement sur leurs épaules. Pour moi aussi, le voile est tombé, définitivement, et mon second monde s'ouvre enfin. Pour toujours.

Patrick Nicollier

1 : Ragoût à la grenade et aux noix.

2 : Poètes et philosophes iraniens.

TAKING A TAXI IN TEHERAN

You may wonder what is the point of writing something about how to take a taxi, because we have all done this before. But if it comes to Iran, more precisely to Teheran, it's not so obvious to get along in this city.

Teheran has been growing enormously in the last twenty years, and has reached about twelve million inhabitants by now. The United Bus Company of Teheran assures the transport of only about twenty-five percent of the population. Therefore, and also because of few possibilities to earn a living, a lot of people drive their own car in order to pick up people who can't go by bus. They drive a certain route and usually pick up five people going in the same direction. The fact that they stop anywhere to let in or let out a passenger makes the traffic situation of the city even worse.

Jammed streets are a daily reality in Teheran. It's absolutely normal to wait an hour in an endless queue and not advance a single meter. My friend from Teheran told me that it takes him two to three hours to get to his university, one way. In a study about the quantity of fuel used, they realized that sixty percent of the total consumption of fuel in Teheran is wasted by cars standing in a traffic jam. Given the fact that the fuel is highly subsidized by the government, this is a very costly economic non-sense.

Arriving in Teheran, the first thing that struck me was the traffic. The streets are full of cars during the day and in the evening, but surprisingly empty at night, and there seem to be absolutely no traffic regulations. There are hardly any traffic lights, which makes you fear for your life every time you have to get across a street. In addition, the air is so polluted that you immediately start to cough, and in summer, a yellow layer of smog hangs over the city and it gets as hot as in an oven.

In order to get around in the city I was forced to deal with taxis. To get a ride in a shared taxi, you have to stand on the side of a street, and each time a car passes, you have to shout to the driver the name of the place where you want to go to. If the driver intends to go there anyway, he stops his car in the middle of the street and lets you in.

There is no union of these unofficial taxi drivers, therefore no coordination of the routes, and every driver is free to decide where to go next. This absence of a map with the main routes marked on it makes it very difficult for a newcomer to move around the city, especially if, in addition, you don't understand Farsi.

I got the chance to deal with these shared taxis only because I was staying with an Iranian family. On the way with locals, I tried to remember in which street I can take

which shared taxi. Because only if you stand in the right street through which its route leads, can you find the vehicle that takes you to the place you want to go.

I was staying in Teheran for more than a month in total. Partly because of the heat and of the jammed streets, locals usually don't leave their apartments during the day if they don't have to. But I got bored with staying at home all the time, and decided therefore to explore the city. Unfortunately - in contradiction to many other Iranian cities - Teheran does not have a lot of sights to offer. So I started playing a game. I took a bus or a shared taxi to a place I had never been before, and then tried to find my way home, to Piroozi Street in the East of the city. To be honest, I usually gave up the game, unsuccessful to get home by shared taxis. What I did then was to look out for an official taxi, which takes only one person and brings her exactly to the place she wants to go. My friends wrote me in Farsi their exact address, and the taxi driver gave me a ride home. The only hassle was then discussing the price - always a bit higher for strangers. Often though I had to give up my game because a friendly passenger asked me where I wanted to go. When I explained then that I needed to go to Piroozi, once in a while that passenger wanted to accompany me until I got there in order to help me find my way back home. This extraordinary politeness and friendliness of the Iranian people were thus the second things (after the traffic) which struck me when I was in Iran.

Léa Gerber



L'UE : UN ENJEU KURDE ?

La Turquie a enfin réussi à conclure un accord sur l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne lors du dernier Sommet européen de Bruxelles les 16 et 17 décembre. Selon cet accord «à l'arraché», les négociations doivent débuter le 3 octobre 2005.

Les Kurdes de Turquie, très majoritairement favorables à l'adhésion de la Turquie, ont organisé deux grandes manifestations, une à Diyarbakir, en Turquie, et l'autre à Bruxelles, afin d'exprimer leur soutien à l'adhésion de la Turquie et de signaler aux dirigeants européens leur souhait de voir leur situation s'améliorer à travers le processus d'intégration.

Quelques jours avant le sommet, un autre événement de très «grande importance» pour certains milieux en Turquie, a eu lieu à Paris : 200 personnalités représentant toutes les tendances et sensibilités politiques et culturelles kurdes en Turquie, dont Mme Leyla Zana, ancienne députée de Diyarbakir et lauréate du Prix Sakharov du Parlement européen, ont signé un appel pour un règlement équitable de la question kurde¹ dans le cadre des négociations d'adhésion de la Turquie.

Les signataires faisaient savoir, dans cet appel, que les Kurdes, «15-20 millions en Turquie, selon le rapport d'octobre 2004 de la Commission européenne, ont comme toute communauté humaine historiquement constituée, le droit de vivre dans la dignité sur la terre de leurs ancêtres, de préserver leur identité, leur culture, leur langue et de les transmettre librement à leurs enfants». Les Kurdes, selon eux, «placent leurs espoirs d'un avenir meilleur dans le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne qu'ils perçoivent avant tout comme un espace multiculturel de paix, de démocratie et de pluralisme. Pour intégrer cette famille de démocraties, la Turquie doit elle-même devenir une démocratie véritable, respectueuse de sa diversité culturelle et du pluralisme politique. Elle doit notamment garantir à ses citoyens kurdes des droits comparables à ceux dont bénéficient Basques, Catalans, Ecosais, Lapons, Sud-tyroliens ou Wallons dans les pays démocratiques d'Europe ou à ceux qu'elle réclame elle-même pour les Turcs de Chypre».

En affirmant que «le processus européen offre des perspectives nouvelles et l'opportunité de réconciliation sur la base d'un règlement pacifique de la question kurde dans le respect des frontières existantes», les signataires de cet appel proposaient un certain nombre de mesures : une nouvelle constitution, l'autorisation de l'enseignement public en kurde, une amnistie politique générale, la reconstruction des 3'500 villages kurdes détruits dans les années 1990, un programme de

développement économique des régions kurdes et des incitations pour le retour à leurs foyers des 3 millions de déplacés kurdes.

Ils demandaient également aux autorités turques et aux dirigeants européens «de rendre justice aux Kurdes en Turquie en faisant droit à leurs revendications légitimes pour assurer la paix et la stabilité régionales et de considérer la satisfaction de ces revendications comme un critère essentiel pour mesurer les progrès de la Turquie sur le chemin de son adhésion à l'Union européenne».

Comme on peut l'imaginer les réactions en Turquie n'ont pas tardé : le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan n'a pas hésité à qualifier cet acte d'«assassinat politique» (!), d'autres ont accusé ces Kurdes de «trahison», de «travailler pour le compte de ceux qui ne veulent pas de Turquie en Europe», d'être «payés par des étrangers», etc.².

Ces réactions concernaient surtout le parallélisme fait entre les Kurdes et les Basques, Ecosais, Wallons... et les droits demandés par la Turquie pour les 200'000 Chypriotes turcs. Selon les auteurs de ces réactions «à travers ces revendications les Kurdes visaient à parvenir à une autonomie ou à une solution de type fédérale en Turquie», perçues comme le «premier pas vers la création d'un Kurdistan».

A la suite de ces réactions, certains signataires - dont L. Zana - ont dû, sous la pression d'une «opinion publique» créée et dirigée contre eux par certains médias, retirer leurs signatures et affirmer qu'ils ne soutenaient pas des solutions de type autonome ou fédérale, qui sont des «solutions dépassées», selon eux. Mais d'autres ont continué à soutenir les revendications contenues dans cet appel.

Notre but, dans les lignes qui suivent, n'est pas de juger l'attitude de ceux-ci ou de ceux-là, mais de montrer les difficultés qui demeurent encore concernant la question kurde en Turquie.

Tout en reconnaissant que cet événement est survenu dans un moment «tendu», il faut signaler la rigidité des opinions, très souvent renforcée par un certain nombre de médias en ce qui concerne le débat sur la question kurde.

Malgré le souhait des Kurdes pour une «réconciliation sur la base d'un règlement pacifique de la question kurde dans le respect des frontières» existantes et les nombreuses réformes réalisées afin de répondre aux critères de Copenhague³, cet événement a montré que la Turquie est encore loin de se débarrasser de ses

tabous et de ses peurs, notamment du «syndrome de Sèvres»⁴. En Turquie, tout événement lié aux Kurdes (visite de responsables européens, présence d'observateurs étrangers dans les régions kurdes, journalistes s'intéressant à la situation dans les «départements de l'Est et du Sud-Est»...) est une occasion pour les médias nationalistes de pourfendre «l'intention des Occidentaux de diviser la Turquie en créant un Kurdistan sur ses territoires de l'Est».

Mais les Kurdes peuvent-ils revendiquer des droits «comparables à ceux dont bénéficient Basques, Catalans, Ecossais, Lapons, Sud-tyroliens ou Wallons dans les pays démocratiques d'Europe ou à ceux que [la Turquie] réclame elle-même pour les Turcs de Chypre» ? C'est, de toute évidence, tout à fait possible de le faire car les critères de Copenhague demandent aux pays candidats d'avoir des institutions démocratiques garantissant la liberté d'opinion, la liberté d'expression, les droits des minorités, etc.

Il est vrai que ces critères ne proposent pas une quelconque «solution» à la question kurde en Turquie. Mais néanmoins, en exigeant des pays candidats d'avoir des institutions démocratiques garantissant le respect de ces libertés, ils invitent la Turquie à trouver une solution politique au problème kurde. C'est à la fois aux Kurdes et aux Turcs que revient donc la tâche de trouver une solution adéquate.

Ainsi, en se basant sur le respect de ces libertés, les Kurdes peuvent demander «une solution pacifique respectant les frontières existantes de la Turquie». Nier ce droit signifie tout simplement aller à l'encontre des exigences de l'Union européenne qui, d'ailleurs, ont joué un rôle très important dans la dé-radicalisation de l'opposition kurde en Turquie.

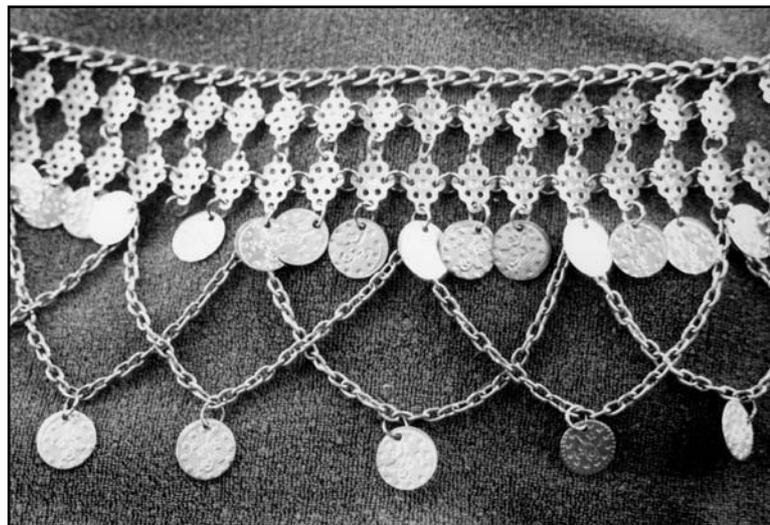
Le non respect de ces critères est preuve d'un manque de volonté ; on ne cherche pas à aller au-delà d'une simple signature. Il en va aussi de la crédibilité de la candidature de la Turquie, car l'Union européenne a plusieurs fois invité, dans différents rapports de la Commission et du Parlement européens, la Turquie à régler cette question (sans citer le mot «Kurde») dans le cadre du respect des droits de l'homme et des droits culturels des minorités.

Le respect de ces exigences est crucial, car l'existence d'un débat ouvert sur la question est la condition *sine qua non* d'une «réconciliation sur la base d'un règlement pacifique» ne remettant pas en cause les frontières de la Turquie. Les réactions à l'appel kurde, motivées par le «syndrome de Sèvres», rendent la résolution du problème beaucoup moins facile : elles risquent de renforcer des milieux hostiles à un tel règlement et de donner lieu à une nouvelle radicalisation de l'opposition kurde en Turquie, qui «légitimerait» une présence militaire beaucoup plus importante dans la vie politique turque.

Dans un an, la Turquie commencera à négocier l'adhésion avec l'Union européenne... si elle satisfait les

exigences de cette dernière sur Chypre (une reconnaissance minimaliste de la République chypriote-grecque). Les négociations seront certainement dures ; elles exigeront de la Turquie, en la mettant sous une pression sans cesse plus importante, d'affronter ses «dogmes» fondateurs (issus de la période kémaliste qui a fondé la République de Turquie) et ses peurs concernant la question chypriote, les droits des Kurdes, les droits de l'homme, le rôle des militaires dans la vie politique, etc. Cela exigera de la Turquie une capacité d'autocritique suffisante pour réviser les fondements mêmes de la République kémaliste et une plus grande ouverture, modération et souplesse pour la réussite de ce processus. Bref, cela nécessitera un certain retrait de l'Etat turc (centralisateur, omniprésent et autoritaire) pour que d'autres acteurs politiques puissent se développer. La question kurde sera LE test pour la libéralisation politique du pays. Elle conditionnera l'apparition d'une réelle société civile en Turquie face à un Etat qui devra accepter qu'un rapport inédit dans l'histoire turque s'instaure entre cette dernière et lui-même fondé sur la citoyenneté : l'Etat ne devra plus être au service d'une méta-idée (le kémalisme) mais de sa société. Dix années ne seront pas de trop pour qu'un tel processus puisse aboutir...

Ozcan Yilmaz



1 : Cet appel, publié sous le titre de «Que veulent les Kurdes en Turquie ?» dans les quotidiens Le monde (10 décembre 2004), The International Herald Tribune (8 décembre 2004) et Frankfurter Allgemeine Zeitung (15 décembre 2004), est disponible sur : <http://www.institutkurde.org/cycles/Signataires/ihome.htm>

2 : Pour ces réactions voir <http://www.institutkurde.org/cycles/Signataires/link.htm>. Il suffit notamment de consulter les quotidiens Milliyet et Hurriyet du 11 décembre 2004.

3 : Ces critères concernent les pays qui veulent adhérer à l'Union européenne. Ils sont regroupés dans trois familles : politique (institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme et le respect des minorités), économique (économie de marché viable), la reprise de l'acquis communautaire (souscrire aux diverses finalités politiques, économiques et monétaires de l'Union européenne).

4 : Le traité de Sèvres signé à la fin de la première guerre mondiale prévoyait, sur les territoires de l'Empire ottoman, la création d'un Etat arménien et une entité autonome kurde avec la possibilité de devenir indépendante.

GOLDEN AGE IN TURKMENISTAN ?

Has Turkmenistan been the world's worst place to live in 2004? Or has, on the contrary, a Golden Age begun in this most mysterious of the former Soviet republics? Every year «the world's worst» prize is given to a country by The Economist, this year Turkmenistan, whereas the other extreme, «Altyn Asyr XXI» - the Golden Age was announced by the country's president, Saparmurad Niyazov, three years ago. I was curious to find out by myself.

Following the collapse of the Soviet Union and the putsch in Moscow in 1991 the independence of Turkmenistan was inevitable. Comrade Niazov, then first secretary of the Communist Party of Turkmenistan renamed himself «Turkmenbashi» the Great, Father of all Turkmen. The Communist Party became the Democratic Party of Turkmenistan, apart from its name, nothing changed. Citizens, now as before have few rights. The years since independence have belonged to Niyazov, extending control over the Turkmen constantly and depriving them from any connection with the outside world.

Very soon I learn that a tourist's rights too are restricted. No more than half an hour after I have arrived at my unofficial homestay a series of stern knocks comes rapping at the door, my bag is grasped and I find myself

transferred to an officially registered hotel. Further, I am advised in a quiet voice that I actually have to follow travel arrangements listed on my immigration form. Someone is checking up on me?

Ashgabat, the country's capital certainly presents itself glamorous, a dignified representative of a nation embarking on a Golden Era. Turkmenbashi's enormous, golden-domed palace, politicised monolithic constructions, tree-lined boulevards, extensive parks and bombastic fountains, gleaming marble and glass apartment blocks all impress despite being empty. At the center there is a golden statue of Turkmenbashi, atop the tall Arch of Neutrality. Arms outstretched high it greets the sun as it rises in the morning. It then majestically follows, or perhaps guides, the sun through the course of the day before bidding farewell at sunset. A more moving sight cannot be imagined.

Trying to escape this megalomania for a moment, I wander around the former city's remaining districts, namely the Tolkuchka Bazaar, sprawling across a huge sandy compound where the desert meets the outskirts of town. Turkmenbashi and its people live in a completely different world: A mind-boggling scene unfolds, everything from carpets to camels is traded, to the outside observer, it seems, lacking any concerns about rules and regulations. Strolling around, I refuse several marriage proposals; any marriage between a Turkmen and a foreigner is subject to a \$50'000 tax which I simply cannot afford. At a food stall I buy shashlyky, they come wrapped in a page out of a Pushkin novel.

But after all, was Pushkin a writer belonging to Russian literature's veritable Golden Age? Foreign culture is banned in Turkmenistan and substitute is Rukhnama, a book written by the President himself. Narrating glorious Turkmen history, dealing not only with moral issues but just about every aspect of a Turkmen's life, this tome replaces primary school textbooks as well as university readings. Its principal message, the ubiquitous slogan «Halk. Watan. Bekir Turkmenbashi» - People. Nation. Great Turkmenbashi is looming all around the country, alongside Turkmenbashi's portrait. If you don't love Turkmenbashi then how can you love your country?

In Turkmenistan I find a country struggling to find its identity - a struggle clearly dominated by Niyazov's grand illusions. The question remains: How long will one man be able to continue building his very own Golden Age? And how long can the international community be contented to let its media award prizes?

Dorothea Fröhlich



A L'OMBRE DES PYRAMIDES

Aux abords des grands sites touristiques ou le long de certaines rues du Caire, le voyageur se trouve confronté à la pauvreté de la population égyptienne. A l'abri des grands hôtels de luxe de la Mer Rouge nombreux sont ceux qui ignorent même la misère de ce peuple. En regardant de plus près la nature du régime en place et les conséquences de ses agissements, peut-être serons-nous en mesure de mieux saisir le difficile quotidien de la société égyptienne. Mais cette analyse serait vaine si nous ne prenions pas en considération la relation privilégiée et quelque peu paradoxale qu'entretiennent l'Égypte et les Etats-Unis.

L'arrivée au pouvoir de Hosni Moubarak et ses quatre mandats successifs à la tête du pays soulèvent certains doutes quand à la légitimité de son gouvernement. En effet, bien que les élections aient été qualifiées de démocratiques, il est important de rappeler que toute forme d'opposition au Parti National Démocratique (le parti de Moubarak) s'est tout simplement vue interdite voire même éliminée. Ce régime autoritaire a établi depuis 1981 (assassinant de Sadate et «prise» de pouvoir de Moubarak) un état d'urgence lui permettant de violer en toute impunité les libertés politiques les plus fondamentales. Les rapports d'Amnesty International relèvent chaque année les petites avancées mais surtout les carences systématiques du régime en matière de respect des droits de l'Homme. De nombreux opposants sont jugés de manière arbitraire, emprisonnés, assignés à résidence, et même torturés. Ils ne peuvent plus mener leur action, salutaire pour le pays et la société toute entière.

En effet, l'élite politique et une partie de l'administration sont corrompues. Tout est négociable : les amendes, les permis de conduire, les licences de toute sorte. L'économie du pays est de ce fait fortement endettée et tributaire de l'aide massive et régulière des Etats-Unis et du Fond Monétaire International. De plus, le chômage représente un problème majeur, poussant de nombreux travailleurs à mendier ou à quitter le pays à la recherche d'un emploi, autant dans la région du Golfe qu'en Europe. Les plus nécessiteux trouvent souvent leur minimum vital auprès des mosquées mais aussi des associations et ONG de tout horizon installées avec difficulté dans les quartiers les plus pauvres. La population manque de tout. Par exemple, il est difficile pour elle d'avoir accès aux soins, puisque les meilleurs hôpitaux sont quasi privés et les médicaments sont hors de prix. De même, selon un rapport de l'ONU, la nourriture est distribuée de manière inégale, engendrant la malnutrition chez les uns et l'obésité chez les plus nantis. Dans le domaine de l'éducation, le secteur public est sclérosé : on a recours aux écoles privées dans l'espoir d'obtenir un solide enseignement primaire - lire, compter, écrire. Les solutions à la misère de l'Égypte sont encore à trouver, on ne peut qu'émettre des

hypothèses relatives au succès de tels ou tels projets... Cependant, il est intéressant de se pencher sur la stratégie adoptée par les Etats-Unis.

Selon le Bureau des Affaires Etrangères des Etats-Unis, les deux pays auraient des intérêts communs dans la région : la paix et la stabilité au Moyen-Orient. Depuis 2001, l'Égypte cherche à jouer un plus grand rôle en tant que médiateur dans le processus de négociation israélo-palestinien. Le poids des souvenirs toujours présents entre l'Israël et l'Égypte, mais il ne semble plus être un obstacle au dégel de la relation entre Moubarak et Sharon. Cependant nous pouvons nous demander où celle-ci mènera ; Israël a besoin de l'Égypte pour tempérer les mouvements terroristes dans la Bande de Gaza et d'une manière plus globale sur tout le territoire palestinien. Lourde tâche à laquelle Moubarak s'efforce de s'atteler, mais on peut légitimement douter de l'influence effective de ce dernier sur ces groupes. L'Égypte serait à travers sa politique moyen-orientale désireuse d'étendre sa sphère d'influence. Aussi il est essentiel pour l'administration Bush de maintenir les désirs de l'Égypte sous contrôle et d'en faire un allié de sa politique au Moyen-Orient. Ceci ne s'est pas fait sans peine et les Etats-Unis ont dû user de la carotte (en laissant de côté le bâton) : l'aide américaine est surtout d'ordre économique et militaire avec comme objectif ultime de ramener la sécurité et l'ordre au Moyen-Orient. L'un des soucis principaux des Américains est de redresser l'économie égyptienne (l'endettement du pays ne cesse de s'élargir). Ainsi le Fond Monétaire International a fortement «conseillé» au gouvernement de Moubarak d'engager des réformes : la libéralisation de l'économie et la suppression des obstacles aux initiatives privées doivent être mises en place, de même que l'établissement d'une politique fiscale prudente afin de restructurer le secteur financier du pays et lui permettre de s'intégrer au commerce mondial. Le premier ministre Ahmed Sharif a promis de suivre les indications du Fond pour sortir le pays de l'inertie... Cette présentation de l'aide américaine resterait partielle si nous ne précisions pas les contributions au développement d'une meilleure éducation et d'un système politique plus transparent. Mais l'action américaine n'est pas aussi éclatante sur ce terrain qu'elle ne l'est sur celui de l'économie. Les Etats Unis servent avant tout leurs intérêts stratégiques puis à plus long terme selon le président Bush (la diffusion de la démocratie et de la liberté). Bien que la rhétorique gouvernementale élabore des promesses sur les améliorations à venir de son système politique et de son engagement auprès des populations les plus pauvres, force est de constater que les résultats concrets sont bien maigres et trop souvent inexistantes.

Sortir de la récession afin de devenir un partenaire commercial fiable sur le marché mondial et permettre

aux chômeurs de retrouver un emploi ; tel semble être la voie que l'Égypte s'est vu imposée par les Américains. Les timides réformes sociales - subventions aux pauvres - et démocratiques - nouvelles lois sur le système électoral, une sorte de pluralisme balbutiant - sont laissées au second plan. L'avenir ne semble pas être en faveur de la société égyptienne et de la promotion des ses libertés les plus fondamentales. A l'ombre des pyramides, l'élite politique se repose en suivant l'agenda américain. Pendant ce temps, on mendie quelques pièces devant les pyramides...

Marc Menichini

IRAK : DES GUERRES TRÈS PRIVÉES

On estime qu'il y a plus de 20'000 employés de Compagnies Militaires Privées (PMC) actuellement en Irak. Elles ont perdu plus de 200 employés au combat depuis le début de l'occupation. Cela en fait la deuxième plus importante force d'occupation, au point que Peter Singer parle de coalition of the billing. Ce pourrait n'être qu'une anecdote s'il n'y avait pas un certain nombre de conséquences juridiques, morales et opérationnelles dont on n'entend que rarement parler.

Tout le monde se rappelle d'Abu Ghraib, mais combien savent que des employés de compagnies militaires privées ont été impliqués. On sait que les soldats américains qui ont pris part aux humiliations et aux tortures ont été jugés, ce qui n'est pas le cas des employés des compagnies privées. En effet, les employés de PMC jouissent (pour l'instant, car le gouvernement irakien veut changer la législation) de la même immunité que les soldats américains. Ce que l'on peut considérer comme normal, étant donné qu'ils accomplissent des tâches similaires. Mais ce qui complique les choses, c'est qu'ils ne sont pas astreints au code de justice militaire, à moins de travailler pour le département de la défense. Aussi étonnant que ce soit, de nombreuses compagnies travaillent plutôt pour le département d'Etat et leurs employés sont donc dans un vide juridique. Abu Ghraib est un exemple, mais ce n'est pas le premier, ni forcément le pire. En Bosnie, les USA avaient envoyé une PMC au lieu de soldats comme contribution à la force de police internationale. Plusieurs employés ont achetés des enfants comme esclaves sexuels et le directeur des opérations de la PMC en Bosnie s'est filmé en train de violer deux femmes. Ces employés n'ont jamais été inquiétés, car ils ont été sortis du pays, qui de toute manière n'avait pas de système juridique efficace, ils n'étaient pas dans la juridiction américaine.

Bien sûr, le marché devrait sanctionner ces comportements et les entreprises incriminées devraient

se retrouver sans contrats. Mais ce n'est pas le cas, les deux entreprises impliquées dans le scandale d'Abu Ghraib ont vu leurs contrats renouvelés et la PMC impliquée dans l'affaire bosniaque a désormais la tâche de former la police irakienne.

Ce sont des exemples extrêmes, mais il existe un certain nombre d'autres problèmes avec les PMC, notamment en ce qui concerne l'attribution et le suivi des contrats. En effet, le but de la privatisation est de diminuer les coûts, en faisant jouer la compétition. Hors dans le cas irakien, le gouvernement américain a attribué un certain nombre de contrats sans mise en concurrence, souvent à des compagnies introduites politiquement et selon le modèle dit Cost+. Ce qui est particulier à ce type de contrats, c'est que le gouvernement rembourse tous les coûts de l'entreprise, plus un pourcent de bénéfice et une prime d'efficacité pouvant aller jusqu'à huit pourcents. Il est difficile de trouver un manuel de management qui préconise ce genre de méthodes. Kellogg Brown & Root (qui est une filiale d'Halliburton, dont Dick Cheney était Vice-président), qui est la compagnie ayant les plus gros contrats, valant des milliards de dollars, a de la peine à justifier 40% de ses factures et une autre compagnie (Custer Battles) est poursuivie pour avoir créé des entreprises fictives dans le but de se faire rembourser des services n'ayant jamais été fournis.

Le gonflement des coûts est l'une des faces de la médaille, l'autre étant la compression de ces mêmes coûts. En effet, plus l'entreprise diminue ses coûts, plus elle fera de profits. Malheureusement, la guerre n'est pas un domaine comme les autres et lorsque des erreurs sont commises, des gens meurent. On se souvient des quatre américains mutilés, brûlés et pendus à un pont à Falluja. C'étaient des employés d'une PMC qui est maintenant attaquée en justice par les familles des victimes aux USA pour n'avoir pas fourni une protection suffisante à ses employés (le droit du

travail américain s'applique aux contrats). En effet, l'équipe était en sous-effectif, dans une zone où l'armée évitait d'aller et dans un véhicule non blindé. D'ailleurs, parce qu'ils ont juste les moyens qu'il leur faut, mais aucune réserve, les convois de PMC ne s'arrêtent pas lorsqu'ils écrasent des irakiens, car ce serait trop dangereux pour eux. Ils justifient cela en disant que l'armée peut se permettre de faire venir toute une compagnie en renfort pour sécuriser le lieu de l'accident alors qu'eux n'ont pas ces moyens. Il faut alors se poser la question de savoir s'il faut donner ce genre de mission à des compagnies qui n'auront pas les ressources humaines adéquates pour se permettre un comportement décent.

Comme un colonel américain l'a fait remarquer, une fois que les combats commencent, le but n'est plus d'économiser de l'argent, mais d'accomplir la mission.

David Wanstall

BEEING A MIGRANT WORKER IN SAUDI ARABIA

In the days that followed the tsunami that hit South East Asia in December 2004, the issue of the lack of regard towards migrant workers in Saudi Arabia resurfaced. Saudi Arabia was then accused of being stingy in their promises of aid for countries whose nationals constitute approximately 67%¹ of the Kingdom's workforce. Mostly employed in menial jobs they come to Saudi Arabia from India, Pakistan, Bangladesh, Philippines, Indonesia, and Egypt in search of high salaries. Nannies, nurses, cleaners, cooks, bakers, plumbers, an army of foreigners that occupies positions so crucial to Saudi Arabia's society that it was not surprising when in the aftermath of the natural disaster in Asia, voices rose criticizing the apparent lack of generosity or solidarity. But pledging money for the rebuilding of devastated areas is the least of the demands upon the Saudi government with regard to the foreign population under its protection.

In July 2004 Human Rights Watch (HRW) published a report on the abuse suffered by foreign workers in Saudi Arabia². Based on interviews of former migrant workers from India, Bangladesh and the Philippines, the report underlined the failings of the judicial system in the Kingdom of Saudi Arabia in enforcing not only domestic law but also international law.

The HRW report tells of cases where workers are expelled from the Kingdom after years of work under exploitative conditions without the dues they were promised. Of women workers enduring forced prolonged

confinement and sexual abuse from their employers. Many foreigners who are arrested are not informed of their rights and violent interrogations often end with confessions signed under duress where the accused are not informed of the charges facing them. Death penalties are carried out without the knowledge of the diplomatic authorities of the sentenced. In the report the sponsorship system used to recruit workers from abroad was also criticized as giving employers complete control over their employees and therefore permitting widespread abuse of workers' rights³.

The laws on criminal procedure in Saudi Arabia prohibit torture and degrading treatment of prisoners and the Kingdom is party to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CAT) and the International Convention on the Elimination of All forms of Racial Discrimination (CERD). Nevertheless the sharia court judges who accept confessions as sole evidence of the culpability of the accused don't look into the means used by the police officials to obtain the confessions and complaints of abuse of migrant workers are rarely prosecuted.

Although, repeatedly attacked by international non-governmental organizations⁴ for the human rights violations of migrant workers the Saudi officials continue to deflect all responsibility. The minister of Labour Dr. Ghazi Al-Gosaibi, for example, said the HRW report was exaggerated and said measures should be taken by origin countries to educate the workers of the laws enforced in Saudi Arabia and their rights before Saudi courts⁵.

Many migrant workers in Saudi Arabia enjoy relatively decent working conditions and the money they send home in the form of remittances often constitutes a substantial part of their countries' GDP. The very lucky ones, working for very wealthy Saudi families, will travel the world and be dressed in Prada and D&G and might even be given leave to visit their families back home. Their accounts feed the dreams of the thousands applying for visas to Saudi Arabia every year and drown out the cries of those who lived through a nightmare of exploitation and abuse at the hands of unscrupulous employers.

Yvonne Scheitter

1 : «Worker's hell in Saudi Arabia» by Virginia Sherry in The South China Morning Post, July 24 2004

2 : «Bad Dreams : Exploitation and Abuse of Migrant Workers in Saudi Arabia», Virginia Sherry, Human Rights Watch, vol. 16, no 5, 15 July 2004

3 : In order for a foreigner to work in Saudi Arabia he/she must be under contract with and guaranteed by a sponsor. The contracts are only legal if they are in Arabic so often the workers sign papers they don't understand.

4 : Amnesty International has an ongoing awareness campaign about human rights violations in Saudi Arabia which includes the abuses of migrant workers. In March 2003 the International Federation for Human Rights (FIDH) treated in a report to the Committee on the Elimination of Racial Discrimination the cases of Egyptian migrant workers who suffered from unfair treatment in Saudi Arabia.

5 : «HRW Exaggerated Incidence of Labor Abuse in Kingdom, Al-Gosaibi says», Abdul Wahab Bashir, Arab news, Monday 26 July 2004

DÉMOCRATIE(S) AU MOYEN-ORIENT

Le Moyen-Orient s'agite; on assiste à de nombreux changements dans la région. Mais tout l'intérêt que procure l'étude de l'histoire est d'en extraire les régularités, celles-ci nous permettant d'appréhender avec une plus grande acuité les contours des événements contemporains. Le professeur Mohammad-Reza Djalili, interviewé par le Comet, se refuse à tout optimisme prématuré.

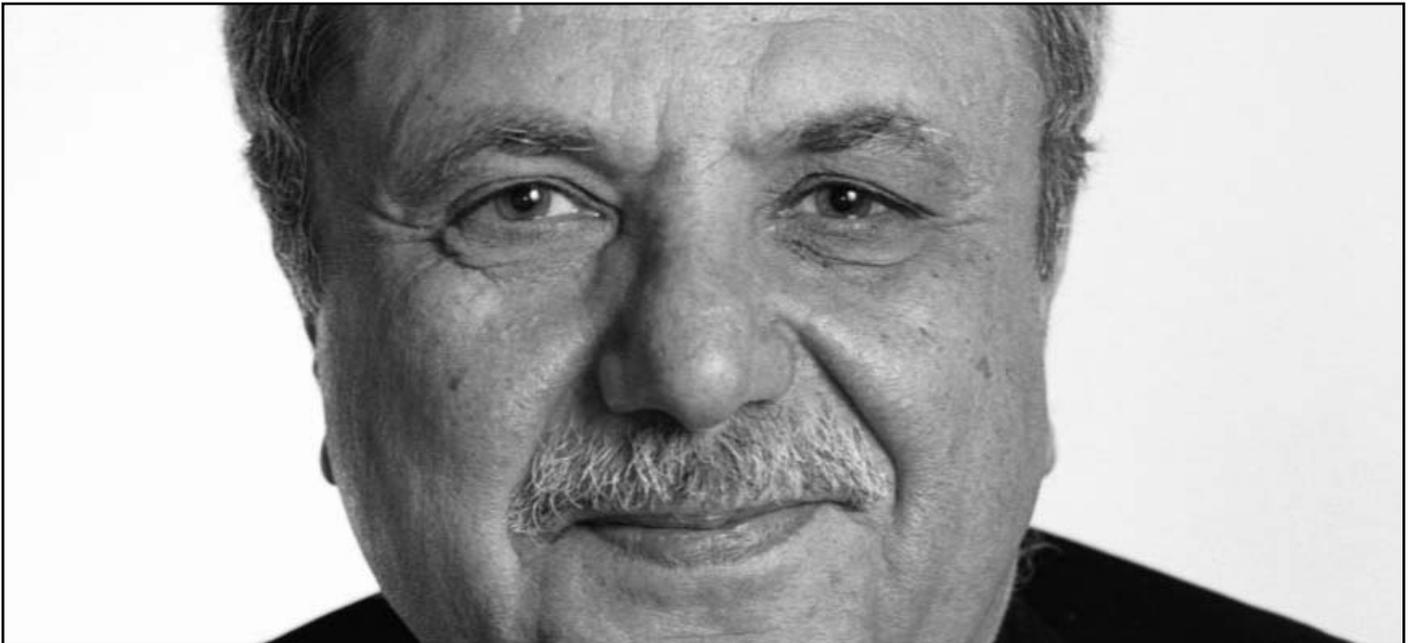
HEI Comet : *On parle beaucoup de l'instrumentalisation par Israël du conflit avec la Palestine. Pourtant, les vrais «bénéficiaires» de la situation ne sont-ils pas les leaders moyen-orientaux ?*

Mohammad-Reza Djalili : C'est loin d'être nouveau. Depuis que ce conflit existe, les voisins (surtout Arabes) ont utilisés les retombées de ce conflit, pour asseoir leur pouvoir et couper court à toute demande de réforme. C'est une affaire qui leur convient bien ; si un jour ce conflit se résout, il aura des répercussions énormes sur le maintien au pouvoir des régimes autoritaires. Dans ce cas de figure, l'une des réponses pourrait être... la démocratie.

La Palestine vient de connaître des votations pouvant changer la donne. Pensez-vous que l'élection de Mahmoud Abbas à la tête de l'exécutif palestinien est source d'espoir ?

Les prises de position de l'administration Bush depuis le deuxième mandat sont très intéressantes, contrastant avec les précédentes ; tous les signes démontrent la volonté des USA de s'impliquer dans le processus, et cela grâce au changement de pouvoir en Palestine. Les Etats-Unis conjuguent aujourd'hui leur lutte contre le terrorisme avec la reconstruction démocratique du *Great Middle East*.

En effet, ces élections ont eu deux mérites : celui de légitimer l'équipe au pouvoir, mais également de démontrer la fiabilité du processus électoral démocratique en Palestine. Toutefois, il s'agit en l'occurrence d'un problème palestino-israélien, et non pas palestino-palestinien ; dire que le processus de paix est relancé serait d'un optimisme excessif, dans la mesure où ce n'est qu'une préparation à une éventuelle relance possible. L'impression de déjà vu est forte, ce n'est pas la première fois que l'on se prend à espérer.



Le professeur Mohammad-Reza Djalili est enseignant d'histoire et politique internationale aux Instituts de Relations Internationales et d'Etude du Développement. Intellectuel incontournable lorsque l'on aborde le Moyen-Orient, trouver une monographie sur le sujet qui ne le cite pas nommément tient de la gageure. Jonglant entre interviews en perse et en anglais, cet homme dégage une aura de sympathie qui conquiert rapidement ses interlocuteurs.

Mais l'histoire nous a déjà démontrée qu'un seul homme politique pouvait modifier le cours des choses. Pourquoi pas cette fois-ci encore ?

J'aimerais aussi partager cet espoir, mais je pense qu'il faille rester très prudent. C'est une situation volatile et incertaine. Les pressions et oppositions de la société israélienne sur son gouvernement peuvent être très fortes, alors que dans le même temps il n'est pas évident que Mahmoud Abbas parvienne à exercer son autorité sur l'ensemble du peuple palestinien. Les quelques pas actuels ne sont pas garantis. La caractéristique essentielle, c'est la fragilité de la situation.

Le terme de fragilité peut aussi décrire la situation irakienne. Nous sommes dans une sorte de caricature des mises en garde franco-allemandes d'avant la guerre, avec l'arrivée des chiïtes au pouvoir et les attentats quotidiens.

Ce qui se passe en Irak prouve une chose essentielle en relations internationales : il est très facile de déclencher un conflit, mais extrêmement difficile d'y mettre un terme.



Au crédit des USA, il faut reconnaître que les élections ont pu être menées de façon globalement beaucoup plus positive qu'on ne l'aurait cru. Une partie importante de la population a participé à ces élections, bien que la non-participation massive des sunnites soit une source éventuelle de problèmes. Le gouvernement irakien doit répondre à de multiples besoins : inclure les sunnites au sein du pouvoir, pour légitimer au maximum le gouvernement ; créer un pouvoir intégratif et ouvert, et non focalisé autour des chiïtes seuls ; enfin, les Kurdes doivent absolument jouer le jeu de l'Irak, et pas seulement celui du Kurdistan. Les leaders irakiens doivent éviter ces trois écueils.

Mais les dés ne sont-ils pas déjà jetés, avec pour grande gagnante la liste chiïte de l'ayatollah Ali Sistani ?

Non. Ce qui distingue fondamentalement le Chiïsme, c'est le manque d'unanimité autour du système politique à mettre en place. La tendance théocratique, dominante en Iran, ne se retrouve pas nécessairement en Irak, où les ayatollahs Al Kho'i (décédé il y a quelques années) et Sistani ont toujours été contre cette approche. Toutefois, il est entendu pour le clergé que la Charia doit être source d'inspiration des lois et structures nationales...

L'histoire de l'Irak nous permet d'espérer que le pays ne dérivera pas vers une théocratie. De plus, et pour un certain temps encore, les USA ont le dernier mot en la matière. Ce risque, à mon avis, n'existe donc pas. Contrairement au risque de guerre civile, qui pourrait dans un scénario catastrophe embraser toute la région.

Comment les leaders irakiens vont-ils pouvoir marier le paradoxe d'être à la fois légitime vis-à-vis de la population, et garder des relations avec les Etats-Unis ?

Ce sera très difficile, d'autant plus que les récentes élections ont démontré que le peuple voulait s'éloigner des dirigeants mis en place par les Américains. Le nouveau gouvernement devra progressivement prendre des distances par rapport aux USA. Mais le vrai problème sera d'avoir les moyens pour gérer un pays de vingt-six millions d'habitants, répartis sur une superficie presque équivalente à la France. Il faudra beaucoup de doigté aux nouveaux dirigeants pour obtenir un équilibre satisfaisant dans ses relations vis-à-vis des USA ; cet équilibre sera difficile à atteindre.

Après tout, entre l'Irak, l'Afghanistan, la Palestine, et toute proportion gardée l'Arabie Saoudite, n'assistons-nous pas à l'effet domino recherché par la politique étasunienne ?

Les élections en Irak et en Afghanistan peuvent être considérées comme une réussite purement américaine, alors qu'en Palestine la dynamique était déjà présente avant l'implication US. On devrait donc revenir sur certains clichés : des élections libres peuvent se dérouler sous une occupation, puisque dans les deux premiers cas, ces pays ont connu les élections les plus libres de leur histoire. Il existe des situations exceptionnelles, qui demandent des réponses exceptionnelles.

Mais parce que la démocratie ne s'apprend pas sur les bancs de l'école, mais sur le terrain, le Moyen-Orient doit avoir des mouvements revendicateurs internes en écho, pour que l'espoir soit permis. Le monde arabe, avec ses systèmes politiques figés depuis des décennies, doit évoluer.

*Propos recueillis le 14 février 2005 par
Jean-Claude Vignoli*

LES CÈDRES DU LIBAN

«Du sommet du cèdre, je prendrai une pousse de la plus haute branche et la planterai moi-même sur une très haute montagne... Cette branche portera le fruit et deviendra un cèdre noble» (Ezekiel 17 : 22-26).

Maintes fois cité dans la Bible et les textes anciens comme l'épopée antique de Gilgamesh, le cèdre est sans doute l'arbre vivant le plus vieux et le plus majestueux du monde. Originaire du Liban, le *Cedrus Libani* fut convoité à travers les siècles par nombre de civilisations ayant occupé le littoral libanais, la plus connue étant la phénicienne. Grands commerçants et marins, les Phéniciens exportèrent le bois de cèdre jusqu'en Égypte où il fut utilisé par les pharaons dans la construction de leurs pyramides ou encore jusqu'au royaume d'Israël où il devait servir à l'édification du temple de Salomon. Aujourd'hui, seuls quelques milliers de cèdres subsistent le long de la chaîne du Mont-Liban. Regroupés en plusieurs espaces classés «réserves naturelles», la forêt la plus illustre du symbole du Liban reste celle du village de Bécharré, au Nord du pays. Nichée à quelque 2'000 mètres d'altitude, la réserve des cèdres de Bécharré offre à ses visiteurs un spectacle magique tout au long d'un sentier précieusement tracé entre ses 400 conifères plusieurs fois millénaires (deux d'entre eux détenant le record de 3'000 ans !). En face de la forêt se dresse la première station de ski du Liban. Fondé dès les années 1920 par l'armée française mandataire, le centre d'hiver connaît aujourd'hui un regain d'intérêt de la part des skieurs libanais et étrangers suite au plan de rénovation générale amorcé l'été passé (construction de nouveaux hôtels et chalets, innovation des pratiques sportives telle l'introduction du vol en parapente, nouveaux itinéraires pour le ski de fond, etc.). Pour les aventuriers et pseudo-alpinistes, il est intéressant de noter que le toit du Proche-Orient y culmine à 3'089 mètres avec le sommet de «Kornet el-Saouda». En forme de cirque parfait, le col des cèdres offre un spectacle époustouflant mêlant les montagnes enneigées du Nord-Liban, le village de Bécharré, la vallée de la «Kadisha» et, un peu plus loin, la mer Méditerranée.

Toutefois, la visite aux cèdres ne saurait être complète sans un petit détour par un site tout aussi mystique et impressionnant : la Vallée Sainte ou «Kadisha» pour reprendre l'épistémologie syriaque du terme. Descendant à pic sur plusieurs centaines de mètres, la vallée forme un vrai canyon plutôt sauvage et verdoyant. Classée aujourd'hui «patrimoine mondial de l'humanité» par l'UNESCO, la «Kadisha» est parsemée de chapelles, ermitages et monastères rupestres. En effet, les premiers Chrétiens du Liban et plus particulièrement la communauté maronite y avaient trouvé refuge en fuyant les multiples persécutions de leurs conquérants. Les habitants de la région seront fiers de vous raconter que nulle armée occupante n'a pu, tous moyens déployés, pénétrer la vallée à la géographie fortement accidentée. «Sainte» est la «Kadisha» car elle demeure, d'après le mythe (et probablement la réalité), le seul endroit du Liban à avoir préservé, des siècles durant, un mode de vie austère et exclusivement voué à Dieu. Deux ermites occupent encore aujourd'hui les lieux. Retirés du monde, ils sont désormais les derniers chrétiens - avec un troisième ascète résidant en dehors de la Vallée Sainte mais aussi au Liban - à vivre la vie contemplative d'après les premières règles ecclésiastiques très strictes de l'Église d'Orient.

Pour clôturer cette visite touristique rapide des Cèdres du Liban, une escapade au village de Bécharré est incontournable. Après avoir découvert ses ruelles et ses églises, un tour au musée Gibran Khalil Gibran s'impose. Situé à l'entrée sud du village, le musée regroupe peintures, objets et archives du philosophe libanais auteur du «Prophète», livre le plus vendu aux États-Unis après la Bible.

Sanctuaire naturel figé dans le temps, «les cèdres du Liban sont les reliques des siècles et de la nature, les monuments naturels les plus célèbres de l'univers. Ils savent l'histoire de la terre, mieux que l'histoire elle-même». Seule une visite des lieux vous permettra de percevoir le mystère de ces paroles signées Lamartine.

Émile Issa El-Khoury



RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE AU LIBAN

Le monde attend les conséquences des élections historiques en Irak, alors qu'un autre changement démocratique se profile, plus silencieusement mais tout aussi crucial pour le Moyen-Orient, au Liban.

Le Liban a été le seul pays arabe qui ait réellement vécu une expérience libérale, longue de 30 ans, au moment où l'Espagne et le Portugal vivaient encore sous dictature. Avec le début de la guerre, le Liban a commencé à perdre la pratique démocratique, même si la presse a été relativement épargnée. Avec la fin de la guerre, le Liban a commencé à perdre graduellement la culture démocratique du fait de la mainmise syrienne qui a facilité la corruption et le clientélisme. L'émigration massive de la classe moyenne n'a pas aidé, celle-ci étant le cœur battant du système libéral libanais. Le contrôle syrien s'est accentué progressivement par la mise en place d'un régime sécuritaire bâti sur les services de renseignement et la répression des opposants politiques. La configuration communautaire du pays et les tensions existant entre les différents groupes religieux suite à la guerre, ont beaucoup facilité cette satellisation.

La Syrie a aujourd'hui en la personne du Président Emile Lahoud, une garantie pour pérenniser son contrôle, celui-ci étant un de ses indéfectibles alliés et commandant en chef de l'armée de 1991 à 1998.

Le changement

La chute de Saddam Hussein, la montée d'un nouveau leadership palestinien, et surtout le vote de la résolution 1559 de l'ONU en septembre dernier et qui stipule le retrait syrien du Liban, laissent fortement pressentir une fin de règne à Beyrouth. Loin d'être une simple déclaration d'intention, cette résolution a été approuvée par l'ensemble des grandes puissances et est activement soutenue par la France et les Etats-Unis qui agitent la menace de sanctions internationales.

L'opposition à la Syrie, essentiellement chrétienne au début, devient de plus en plus multiconfessionnelle. En effet grâce aux efforts combinés du patriarche maronite et du leader druze Walid Joublatt, qui risque peut-être sa vie dans ce combat, l'opposition a gagné en crédibilité et sans doute en vision. Elle regroupe aujourd'hui des partis et personnalités appartenant à tout l'éventail politico-communautaire libanais. Si elle est rejointe par l'ancien Premier ministre Rafic Hariri (*ndlr* : *décédé le 14 février 2005*), les élections législatives du printemps prochain verront probablement un déferlement de l'opposition. Ce qui changera beaucoup de choses.

Un nouveau consensus inter libanais

Le modèle libanais ne peut être que consensuel, aucune communauté n'étant assez puissante pour s'arroger le pouvoir. Il pourra être fédéral, confédéral ou laïc, l'important étant qu'il puisse garantir la liberté et les droits des communautés. Il devra maintenir une unité nationale tout en accordant une certaine autonomie aux communautés. Un nouveau modèle aussi devra repenser le rôle politique de la femme, et continuer les efforts entrepris dans ce sens. Le Liban de demain ne pourra être que celui de la modération, tout en essayant d'éviter les compromissions.

La relation avec la Syrie

Le régime syrien étant l'un des plus fermé au monde, un Liban libéral est une opportunité pour lui dans sa transformation face à la nouvelle donne régionale. La Syrie doit s'ouvrir à l'économie de marché, tout en allant progressivement de l'avant dans ses réformes politiques. Le Liban peut devenir le Hong Kong de la Syrie en terme de libéralisme et de démocratie, qui verra alors son économie et son niveau se développer grâce aux capitaux et à l'expertise libanais, arabes et occidentaux. Une autre question épineuse à régler est celle du Hezbollah. Aujourd'hui qualifiée de terroriste par les Etats-Unis comme par l'Union européenne (UE), la formation intégriste devra se mettre en symbiose totale avec le consensus communautaire, parce qu'elle porte les responsabilités de la communauté chiite au Liban et de son avenir politique. Elle devra par conséquent déposer les armes de sa milice, comme toutes les autres communautés l'ont fait en 1991. Son idéologie prenant source à Téhéran, il faudra sans doute attendre un changement en Iran avant de voir le parti transformé ou peut-être dépassé par le temps.

La résolution du problème palestinien

Véritable détonateur de la guerre, la présence palestinienne pose un problème au niveau humain et social. Il est réaliste de penser que la majorité ne retournera plus en Palestine. Le Liban devra accorder un statut particulier à ces réfugiés, leur délivrant une sorte de green card qui leur permettra d'accéder à tous les droits, celui de voter mis à part. Un comité élu directement par les palestiniens devra les représenter face à l'état libanais.

Vers une reprise économique

Les obstacles qui ralentissent aujourd'hui le développement économique libanais restent le risque politique et la dette colossale du pays. Un Liban pleinement souverain réduirait considérablement le

risque politique. Le problème de la dette ne peut être réglé que lorsque le pays entrera dans un cycle vertueux dans lequel la croissance jouera un rôle moteur. Or cela ne peut arriver qu'en réformant avec courage et lucidité l'administration, le droit et la justice. Un tel climat favorisera les investissements étrangers, et surtout ceux de la diaspora avec laquelle le Liban doit renforcer les liens en la sensibilisant aux questions nationales. L'instauration du droit de vote aux émigrés devra être une question cruciale.

Le Liban compte aujourd'hui des secteurs à fort potentiel parmi lesquels le secteur bancaire, Le secteur du tourisme du fait de la particularité de la géographie libanaise, de la richesse historique et du fort cosmopolitisme de Beyrouth. Il reste néanmoins un long chemin à parcourir en terme d'infrastructure touristique et de flexibilité tarifaire. Un autre secteur offrant de belles perspectives est celui de l'informatique. Plusieurs centaines de diplômés dans ce secteur émigrent chaque année à la recherche de carrières à l'étranger. Un grand challenge serait de promouvoir la création de start up, afin de créer de nouvelles opportunités.

Le Liban au cœur de la paix

Le Liban a été au cœur du conflit arabo-israélien, devenant otage des rapports de force régionaux, et victime de son amalgame religieux. En temps de paix cette faiblesse se transformera en avantage, chaque communauté ayant cultivé des relations spéciales avec divers Etats. Le Liban devra être le principal bénéficiaire d'une détente entre ces Etats qui comprennent le monde arabe, Israël, l'Iran, les Etats-Unis et l'UE.

Le Liban pourra se retrouver, la paix revenue, au cœur d'un regroupement régional traitant des échanges commerciaux, du tourisme, des transports ainsi que de la coopération universitaire, technologique et médicale.

Les Etats-Unis sont convaincus de la nécessité de démocratiser les régimes arabes. Ils ont sans doute raison. Mais une telle quête a beaucoup plus de chances d'aboutir là où la démocratie a été réellement vécue. Pour cette raison il est important que le Liban retrouve sa liberté perdue, qui alors se répandra inexorablement sur ses voisins.

Wehbe-Eric Wehbe

LE LIBAN À LA CROISÉE DES CHEMINS

Après l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri le 14 février dernier et la présence de centaines de milliers de libanais à ses obsèques aux cris de «la Syrie dehors !», il semble que le Liban soit arrivé à une étape cruciale de son existence, déterminante pour son futur. En effet, depuis 1978, des troupes syriennes sont présentes au pays des cèdres ; petit à petit, par ses services de renseignements, la Syrie a commencée à pénétrer tous les appareils de l'Etat - surtout depuis la fin de la guerre civile en 1989 - jusqu'à en avoir presque un contrôle total aujourd'hui. Or désormais, non seulement de très nombreux Libanais clament haut et fort qu'ils veulent la fin de la tutelle syrienne, mais c'est aujourd'hui devenu aussi une préoccupation principale de la communauté internationale, notamment de la France et des Etats-Unis. La possibilité d'un départ, contraint ou non, des forces syriennes n'a jamais paru aussi proche en 27 ans d'occupation.

La position syrienne au Liban n'a cessé de se fragiliser depuis le retrait israélien du Sud du Liban en mai 2000 qui a enlevé la principale justification syrienne à une présence de ses troupes chez son voisin. Mais Damas et Beyrouth prétendent depuis, qu'une zone appelée «les fermes de Chebaa» est encore occupée par Israël ; en effet, une petite bande de terre que tout le monde avait toujours considérée comme syrienne et faisant partie intégrante du Golan encore occupé a soudain été déclarée libanaise, comme par magie... Cela a alors

permis à la Syrie d'affirmer que la présence de son armée au Liban était nécessaire pour «protéger les Libanais de l'ennemi sioniste», et de justifier également la continuité de la résistance menée par le Hezbollah chiite contre les forces israéliennes. De plus, cela a empêché un éventuel démantèlement de la branche militaire de ce dernier, et permet à la Syrie de brandir une menace contre Israël. Si ce petit tour de passe-passe n'a pas du tout convaincu l'ONU, qui a considéré le retrait israélien comme complet, il a fallu attendre le 11 septembre 2001 et la guerre en Irak aux portes de la Syrie pour que la communauté internationale et avant tout les Etats-Unis ne commencent à agir réellement (en effet, il n'y a pas de pétrole au Liban et la Syrie avait été très conciliante en rejoignant la coalition menée par les Etats-Unis lors de la guerre du Golfe de 1990...).

Cette nouvelle action internationale passa tout d'abord quasiment inaperçu dans les médias occidentaux : en effet, si tout le monde a entendu parler du «Syria Accountability Act» adopté le 12 décembre 2003 par le Congrès américain, très peu ont noté que le nom entier de ce texte est en fait «Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration» et qu'il exige notamment la fin des ingérences syriennes au Liban. C'est dans une discrétion quasi-similaire qu'à la demande des USA et de la France le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté le 2 septembre 2004 la résolution 1559 demandant également le départ des

forces syriennes du Liban ainsi que le désarmement de tous les groupes armés.

Cette résolution est surtout née de l'impasse dans laquelle s'est retrouvé fin 2004 le gouvernement syrien. En effet, le président libanais Emile Lahoud, un des plus fidèles serviteurs de Damas, arrivait au terme de son second mandat et donc, selon la constitution libanaise, ne pouvait plus se représenter à ce poste. Face à la difficulté de trouver un homme qui leur était aussi dévoué, les Syriens optèrent alors pour la solution d'amender «à titre exceptionnel» la constitution et de prolonger de trois ans le mandat de Lahoud. La résolution n'a certes pas pu empêcher cette réaffirmation de la tutelles syrienne, mais elle représente néanmoins un pas sans précédent, démontrant la nouvelle volonté affichée par la communauté internationale dans son ensemble. Depuis lors, il ne s'est passé quasiment aucun jour sans qu'un officiel américain ne déclare que la Syrie doit se retirer du Liban. Avec l'assassinat de Rafic Hariri, les pressions internationales sont aujourd'hui à leur comble, les Etats-Unis demandant même désormais un départ immédiat des Syriens, qui semblent être pris dans un étau.

Mais aujourd'hui, quelles sont les possibilités de la Syrie de conserver ses troupes au Liban ? A vrai dire, il ne semble y en avoir qu'une : que les Libanais pro-syriens (c'est à dire le gouvernement actuel) remportent les élections législatives de mai prochain, ce qui leur donneraient la légitimité nécessaire pour que leur souhait d'avoir des soldats syriens sur le sol libanais ne puisse être contesté. C'est à ce titre qu'on peut imaginer une main syrienne derrière l'assassinat d'Hariri ; en effet, ce dernier venait de rejoindre l'opposition et était surtout l'homme qui, lors des dernières législatives, avait raflé tous les sièges dans la grande et décisive circonscription de Beyrouth. Il semblait donc être celui qui pouvait faire gagner l'opposition et donc être un grand danger pour Damas. Que ce soit le gouvernement syrien ou pas qui ait commis cet acte, c'est en tout cas comme cela que beaucoup de Libanais s'expliquent ce crime. En tout cas, ces élections paraissent comme la dernière chance de la Syrie de conserver ses troupes au Liban, si elle et son gouvernement loyaliste de Beyrouth arrivent à faire face aux pressions internes et internationales jusqu'à cette échéance.

Malgré la foule énorme qui a participé aux obsèques d'Hariri, une victoire de l'opposition aux élections est tout sauf assurée. En effet, les renseignements syriens au Liban savent très bien comment influencer ces dernières par la corruption, l'intimidation, le financement de certaines listes ou encore par la votation de certains morts ; pratiques courantes lors d'élections libanaises. Le gouvernement loyaliste de Beyrouth n'est pas en reste non plus : il prend également une grande part dans ces fraudes, notamment grâce à la naturalisation par décret de milliers de Syriens, de par la répression, ou encore de par le découpage électoral qu'il sait faire évoluer pour être à son avantage. C'est pourquoi l'opposition ainsi que certainement les Etats-Unis vont certainement tout tenter pour faire sauter le

gouvernement libanais actuel, afin de mettre en place un gouvernement de transition de tout bords pour assurer des élections régulières basées sur une loi électorale équitable (surtout au sujet du découpage des circonscriptions). Ils tenteront certainement aussi d'obtenir la présence d'observateurs internationaux, ce à quoi le gouvernement libanais actuel s'est récemment refusé.

Qu'ils réussissent ou pas, une des grandes inconnues de ces élections sera aussi le vote de la communauté chiite qui est aujourd'hui selon certains analystes la plus importante du pays bien qu'elle soit fortement sous-représentée dans le système politique ; en effet, aucun recensement n'a eu lieu depuis 1932 (!) de peur que la réalité d'un nouvel équilibre communautaire ne mette en danger le fragile système politique confessionnel. Le principal parti chiite est le Hezbollah pro-iranien qui est fortement soutenu par la Syrie et est donc peu enclin à aller contre sa volonté. Par ailleurs, un retrait syrien du Liban sonnerait sans doute aussi le glas de sa branche militaire ce qui est très loin de ses souhaits, étant donné que ce ne sont pas ceux de l'Iran et de la Syrie dont il tient ses ordres. Dès lors, il apparaît difficile de savoir si le Hezbollah va donner des consignes de vote contre l'opposition et dans quelle mesure elles vont être suivies par la population chiite.

Il existe aussi le risque que les Syriens, ou d'autres, tentent de saboter les élections par des attentats ou tout autre forme d'augmentation de l'insécurité ; cela pourrait alors amener à la création d'une force de paix internationale chargée d'assurer la tenue correcte des élections. La peur de voir naître une situation similaire à celle de l'Irak est bien réelle, mais récemment et pour la première fois, le leader de l'opposition Walid Joumblatt a accepté l'instauration d'une telle force, si elle devait apparaître nécessaire.

Il reste également l'option que la Syrie se retire volontairement du Liban (ou que son régime s'effondre) et y abandonne toutes prétentions, ce qui ferait tomber le gouvernement - qui ne tiendrait pas sans l'appui des services de renseignements syriens, mais malheureusement c'est à priori le scénario le plus improbable tant le Liban est important pour la Syrie : stratégiquement face à Israël, mais aussi économiquement.

Il est donc bien difficile d'affirmer ce qui va se passer au Liban dans les jours, semaines, mois qui viennent mais assurément les Libanais - aidés par la communauté internationale - ont une occasion comme ils n'en ont jamais eu de mettre fin à une domination et occupation qui dure depuis plus d'un quart de siècle. Il ne reste qu'à espérer que cela ne fasse pas retomber le pays dans ses travers de guerre civile, mais à n'en pas douter, les Libanais vont tout faire pour l'éviter comme le prouve l'appel du chef de l'opposition Walid Joumblatt à une «Intifada de l'indépendance, démocratique et pacifique».

Raji Sultan

DES LOIS PEU FÉMININES

Renforcer le rôle de la femme et sa participation active à la vie politique économique et sociale. La femme souffre aujourd'hui d'une marginalisation et d'une absence de la vie politique. Il est indispensable de mettre au point un programme d'ordre pratique permettant à la femme de participer pleinement à la vie publique, à l'administration, aux postes de décisions politiques, aux diverses chambres des représentants élus, et à la vie économique.

Emile Lahoud, président de la République du Liban

«Les femmes n'ont pas besoin de beaucoup de liberté». Cette sentence lapidaire ne m'aurait pas étonné si elle avait pris source dans les profondeurs ignorantes d'un quelconque fanatique religieux (aussi bien chrétien que musulman ou juif). Mais non, les profondeurs n'étaient pas ignorantes et la voix était douce. Mais restituons le contexte : Beyrouth, Sid el-Baoucherie, quartier chrétien. Après deux mois passés au Liban la place centrale des femmes au sein bien sûr de la famille, mais aussi au sein de la communauté chrétienne m'était apparue comme évidente. C'est pourquoi j'avais trouvé le courage de poser à Maria la question de la place des femmes dans la société libanaise. Maria, 29 ans, travaillait la journée comme enseignante de français dans une école privée, poursuivait ses études post grade en lettres arabes, s'occupait du ménage à la maison et donnait des cours d'arabe à un étudiant pas très doué : moi. Bref, des journées de 18 heures. De ses trois frères, deux travaillaient et le troisième cherchait du travail (mais certainement pas à la maison, question de dignité masculine). Bien sûr, il serait dangereux de généraliser ; toutefois, si l'on se penche sur les dispositifs légaux encadrant la position de la femme au Liban, on remarque le statut de citoyen de second rang¹ occupé par celle-ci. Ce constat est d'autant plus vrai concernant les femmes mariées.

En guise de note liminaire, il est important de souligner qu'en matière de statut personnel, l'autorité législative est déléguée par l'Etat aux différentes communautés religieuses. Il n'y a donc pas un code du statut personnel mais quinze codes différents².

Souvent, la discrimination juridique commence dès le mariage. Par exemple, si les sectes chrétiennes ne permettent pas légalement le mariage conditionnel, la virginité de la future épouse peut être exigée et peut conduire au divorce si cette condition n'est pas remplie (notamment chez les Grecques orthodoxes). Il n'existe pas évidemment de réciprocité quant à la virginité de l'homme.

Une fois le mariage prononcé la femme devient, selon

tous les codes de statut personnel, subordonnée à son mari. Cela comprend notamment, l'obligation chez les chrétiens de porter son nom même après la mort de celui-ci. Chez les sunnites et les chiïtes, le mari a le droit d'infliger des châtiments corporels afin de «discipliner» sa femme. De même, chez les catholiques, le mari est en droit d'exiger de sa femme le montant des dépenses supplémentaires occasionnées, si celle-ci a quitté le domicile conjugal sans son autorisation.

Concernant la garde des enfants, la femme divorcée perd son autorité sur ses enfants. Il est à noter toutefois que le code personnel catholique prévoit que si le père n'est pas digne de confiance (on peut en déduire qu'une femme vaut à peine mieux qu'un homme peu fiable), la mère reçoit la garde des enfants et qu'en cas de mort du père, la garde des enfants revient à la mère. Ceci n'est pas le cas dans le code de statut personnel orthodoxe, dans lequel il est stipulé que la garde des enfants est normalement accordée à la famille paternelle.

Les discriminations se poursuivent pour les femmes mariées au sein du dispositif juridique étatique. Par exemple, à sa demande, une étrangère mariée à un citoyen libanais peut obtenir le passeport libanais une année après son mariage. Alors qu'une libanaise mariée à un étranger ne peut transmettre sa citoyenneté ni à son mari, ni à ses enfants.

Mais les pires dispositions pour les femmes se trouvent dans le code pénal. En cas d'adultère, la femme risque de trois mois à deux ans de prison, alors que dans les mêmes circonstances, un homme risque seulement de un mois à une année de prison. De même, si un homme est passible d'une peine réduite ou même innocenté en cas de crime d'honneur, une femme sera inculpée de meurtre au premier degré.

Toutefois, même si la situation n'est guère réjouissante, il faut prendre en compte certains pas encourageants tendant vers une amélioration du statut des femmes au Liban. Récemment, un projet réformant la loi électorale a été débattu au Conseil des ministres. Ce projet

prévoyait notamment l'adoption d'un quota pour les femmes au parlement. Le simple fait que cette proposition ait été présentée démontre qu'une discussion autour de la place des femmes dans la société libanaise a lieu. Malheureusement, cette partie du projet a été refusée par le Parlement.

En guise de conclusion, il est vrai que ce petit article ne débat que des aspects légaux de l'inégalité homme femme. Ces lois, n'en doutons point, ont leur soutien dans une grande partie de la population libanaise. La question est dès lors de savoir si les lois doivent se contenter de suivre les mentalités ou au contraire les précéder afin de les modifier. De même face à un tel cas se pose la question de l'universalité ou même de l'intemporalité de certaines normes de droit (ou de morale ?) et de leurs assises dans les différentes sociétés. Espérons que les mots du Président Lahoud

ne sont pas uniquement destinés à la communauté internationale.

Grégoire Solioz

1 : Tout en gardant en mémoire, qu'un pays industrialisé comme la Suisse a accordé le droit de vote aux femmes au niveau fédéral en 1971 et que le canton suisse d'Appenzell Rhodes-Intérieures a dû être contraint par un jugement du Tribunal fédéral suisse d'accorder le droit de vote et l'éligibilité aux femmes au niveau cantonal en 1990.

2 : 1/Chrétien: a) Catholique: Maronite, Melkite, Arménien, Syriaque, Catholique romain, Chaldéen. b) Orthodoxe: Grec, Arménien, Syriaque orthodoxe, Nestorien. c) Protestant.

2/Musulman: Sunnite, Chiite, Druze.

3/Juif.



LE GARDIEN DE LA MÉMOIRE

Imaginez le contraste : 32 années de vie vouées à HEI contre nos 2, 3 ou 4 petites années qui m'apparaissent tout à coup insignifiantes.

32 années, un peu en retrait de l'effervescence académique, durant lesquelles André Lapper, intendant de 1960 à 1992, a pu, de son regard perçant, croquer une belle portion de la vie d'HEI. Il serait dommage de laisser s'échapper un tel témoin, me suis-je dit. Car, qui mieux que lui, a pu saisir l'atmosphère, les péripéties, les heurts ou les points forts de la vie d'HEI et garder le tout en mémoire ? Délectez-vous donc de ces quelques souvenirs bruts.

Quand André Lapper et sa femme prennent fonction et emménagent dans le parc, la villa Barton (legs de Mme Barton, *the uncrowned Queen of Geneva*¹) s'est déjà métamorphosée ; AJF, la cafétéria et les pavillons ont poussé à ses côtés. Une passerelle de bois reliera Barton et AJF jusqu'en 1963, année où les vers auront le dessus. M. et Mme Lapper s'occupent de la cafétéria en offrant plats du jour à midi et fêtes interminables le vendredi soir. En 1977, à l'occasion des 50 ans d'HEI, une semaine de festivités est organisée qui semble avoir été mémorable. Trois étudiants ont même eu l'autorisation de sauter en parachute pour atterrir dans la pelouse...

Vivre dans le parc n'a pas été de tout repos. En 1974, à Noël, la villa Barton et trois pavillons sont cambriolés ; c'est M. Lapper que la police vient réveiller au milieu de la nuit pour visiter les lieux. M. Lapper a aussi maintes fois dépanné les étudiants des pavillons quand ils égarèrent une clé ; il est intervenu un jour in extremis pour éteindre un réchaud ayant pris feu dans une chambre. Aux étudiants n'ayant pu être logés dans les pavillons, l'Institut propose de se trouver une pension de famille, dont le prix moyen était de 500 francs suisses par mois en 1966. La même année, la taxe semestrielle s'élevait à 129 francs, y compris la taxe de bibliothèque et la cotisation à l'Association des étudiants de l'Institut².

Etre intendant, c'est aussi exercer un rôle un peu à part, ni professeur ni étudiant ; ceci a permis à André Lapper de nouer des contacts privilégiés avec les uns et les autres. Aujourd'hui encore, il se souvient de nombreux étudiants : Hagenmacher, Gebali, Abi Saab, Kofi Annan et bien d'autres encore. Eux ne l'ont pas oublié non plus, comme l'atteste cet ancien étudiant lui envoyant ses vœux de Noël depuis 42 ans.

Etre intendant lui a aussi permis d'être un spectateur de premier rang. M. Lapper, dans son uniforme de circonstance, a pu servir le café au troisième frère de Kennedy en visite à HEI. Celui-ci quittera l'Institut en sautant par la fenêtre du bureau du directeur pour éviter les curieux agglutinés à l'entrée. Il a préparé la réception pour la visite de Carter, qui n'est alors plus président. André Lapper s'est aussi glissé de nombreuses fois dans le Salon Vert lors des soutenances de thèses...

Devant tous ces souvenirs, et à y bien réfléchir, notre passage éclair à HEI ne me semble plus si insignifiant. C'est bien l'amalgame de ces quelques années de passage de tout étudiant qu'André Lapper a pu saisir et qui constitue une part importante de la vie d'HEI. Encore a-t-il fallu qu'il soit là pendant 32 ans pour percevoir, dans cette succession d'événements et de personnes, ce qui fait l'âme de l'Institut. Néanmoins, une dernière question me turlupine : aujourd'hui pour des raisons d'économie, de division du travail, de mode ou je ne sais pour quel autre motif, il n'y a plus d'intendant, mais a-t-on au moins chargé quelqu'un de veiller sur la mémoire d'HEI ?

Odile Rittener

1 : Pour retrouver les tractations liées à ce legs voir IUHEI : 75 ans au service de la paix par l'enseignement et la recherche en relations internationales, 1927-2002, pp. 15-27

2 : Brochure de l'Institut universitaire de hautes études internationales, année académique 1965-1966

image : la villa Barton, après / avant les transformations



COMET PRATIQUE



Pour ceux qui ne connaissent pas encore de le GESUG, il s'agit d'une association d'étudiants issus de différentes facultés qui s'intéressent à l'étude des conflits. L'activité principale du groupe est l'organisation de cycles de conférences publiques avec des spécialistes des études de sécurité. Les intervenants sont issus aussi bien des milieux académiques que gouvernementaux ou des organisations internationales. Pour le semestre d'été 2005, les conférences porteront notamment sur la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU, les problèmes de prolifération nucléaire en Iran et en Corée du Nord et les problèmes de sécurité liés à la recherche biotechnologique. Ces événements sont également une excellente occasion de rencontrer les intervenants et les membres du groupe, de débattre avec eux et d'élargir votre réseau de connaissances. En devenant membres, vous aurez l'occasion de participer aux repas organisés avec les conférenciers, qui permettent des contacts plus informels. Nous organisons également des voyages d'études, dont un échange avec notre groupe partenaire à Oxford qui a lieu chaque année. Récemment, nous avons proposé un voyage au siège de l'OTAN. Les membres ont également la possibilité de participer à des séminaires en groupe restreint avec des chercheurs.

Nous vous encourageons donc à venir aux conférences et à devenir membres. Si vous désirez recevoir notre programme ou toute autre information, envoyez nous un e-mail à gesug@unige.ch ou consultez notre site web «<http://www.gesug.unige.ch>». Le groupe cherche également des étudiants susceptibles de devenir membre du comité exécutif pour l'année académique 2005-2006, n'hésitez donc pas à prendre contact avec nous si vous êtes intéressés.

Matteo Fachinotti

LEBANUS

L'éducation est une valeur à laquelle nous accordons tous une importance primordiale. L'association «Lebanus - Suisse» est un projet humanitaire et culturel, apolitique et non-confessionnel, qui a pour but de :

- Défendre le droit à l'éducation pour tous au Liban;
- Récolter des fonds afin d'octroyer des bourses scolaires à des élèves nécessiteux au Liban, sur la base de leurs résultats scolaires et de leur situation financière, pour leur permettre de poursuivre leurs études au moins jusqu'au niveau du baccalauréat;
- Promouvoir la culture Libanaise.

Vous pouvez trouver plus d'informations sur le web :
«<http://www.lebanus.org>»

LE GIMUN : J'AI JOUÉ AU MAÎTRE DU MONDE

On Saturday February 26th in the afternoon, one after another, the participants of the Geneva International Model United Nations (GIMUN) found their snow-covered way to the HEI cafeteria for their official registration. Roughly a week later we were all sitting at our gala diner tables in Geneva's fancy President Wilson Hotel celebrating the achievements of the week and preparing for a grand mutual farewell. An exciting and challenging week full of discoveries and enriching experiences had come to an end. Let's look at some of the highlights of the GIMUN 2005...

Throughout the week different VIPs from Geneva's international scene presented their points of view on various topics. Asked to «Rethink Globalization» Cornelio Sommaruga, Ex-President of the ICRC, reminded GIMUN participants of the private sector's responsibilities in today's globalized world. An «interconnected world» specified the Swiss Ambassador Blaise Godet before he went on talking about challenges for states in this new international context. The former Swiss Federal Councilor and currently one of Kofi Annan's Special Advisers, Adolf Ogi, delivered a particularly remarkable speech on the possible development-promoting and peace-building impact of sport. Combining a clear message with the speaker's enthusiasm and occasional private jokes proved to be a winning formula and Mr. Ogi's speech convinced the GIMUN's Swiss participants just as much as the non-Swiss (even though the latter couldn't take full advantage of Mr. Ogi's jokes in Swiss German!).



The aim of the new concept for 'GIMUN News' was to fully integrate our daily newspaper in the simulation. Most importantly, journalists could choose between neutral or non-neutral reporting. This meant that some journalists were specialists in the different workshops and reported «objectively» on what happened during the debates. Others were part of a state's delegation and presented matters in their country's «biased» perspective. The journalist of the Chinese delegation, ironically an American, went as far as to publish his own journal whose name, RED PAPPER, literally combines a Chinese invention, PAPER, with Mao's favorite spice,

PEPPER. The controversial, sometimes even subversive, articles in «Red Papper» delighted some (the Chinese ambassador!) and disgusted others (US delegates!). In any case it spiced up (or should we say «pappered up») the simulation and made us realize that the media is indeed a real actor in international affairs. The success of «GIMUN News» was most evident in the 10am breaks when the arrival of the new edition from the printing-house made delegates abandon their coffees and croissants to quickly grab a piece!

The centerpiece of every Model United Nations (MUN) is the simulation of different conferences, committees and commissions of the UN system. The GIMUN is particularly spoiled in this regard as it is one the only MUNs which actually takes place in official UN buildings (Geneva's eminent Palais des Nations!) and it simulates almost exclusively institutions headquartered in its hometown Geneva. Our third stroke of luck was the excellent quality of this year's delegates: most of them magnificently played their roles as diplomats and represented their delegations in an impressively accurate and realistic manner. One remarkable episode in this regard was the discussion of a fictional GIMUN-planned crisis in the Security Council: Wednesday morning delegates were shown a special broadcast of CNN Breaking News (professionally staged by the

GIMUN team) and learned of a dirty bomb explosion in Beijing which killed several hundred people. Security Council delegates all presented their condolences to the Chinese delegation before passing a resolution firmly condemning the horrific terrorist

act. Tensions only really built up later in the afternoon when the Council came to know that the uranium used in the attack actually came from Kazakhstan. At a memorable press conference on Wednesday evening the delegate of China harshly accused Kazakhstan and demanded the right for Chinese investigators to operate on Kazak territory. In response, the Kazak representative denied his government's responsibility and claimed that the evidence presented by the Chinese was more of a James Bond movie reminder than real facts. At last, the Russian delegate not only surprised and astonished the public with a quote from former US



President John F. Kennedy, but he also made it clear that a Chinese intervention in a former Soviet Republic, such as Kazakhstan, would provoke Russian military actions. The next day delegates somewhat calmed down and a peaceful way out of the crisis could be negotiated.

These were just a few of the many GIMUN highlights. If you did not participate this year and you think you missed something...you are right. But no worries, the GIMUN will happen again in 2006!

David Lanz

LE CARRÉ DES ANCIENS

Nous continuons notre voyage dans les coulisses de la diplomatie : Dr. Francis PICCAND (Doc. 1991, Centre d'analyse et de prospective du DFAE).

1) D'HEI à aujourd'hui, quel est votre parcours ?

Francis PICCAND : Ma thèse de doctorat aux HEI a porté sur l'étude de la politique étrangère syrienne sous Hafez-el Assad, que j'ai rédigé tout en travaillant comme collaborateur scientifique auprès de l'Office fédéral des réfugiés. Après un an comme chargé de cours à l'Université de Fribourg (séminaire d'anthropologie politique), j'ai ensuite émigré avec ma famille au Canada, y exerçant successivement des tâches de journaliste et d'enseignant, avant de fonder un «Centre d'analyse politique», ce qui m'a permis d'exercer en indépendant des activités de *consulting*. Revenu en Suisse en 1999, j'ai été engagé par le DFAE auprès du «Centre d'analyse et de prospective» avec la tâche notamment de rédiger des analyses sur les pays musulmans.

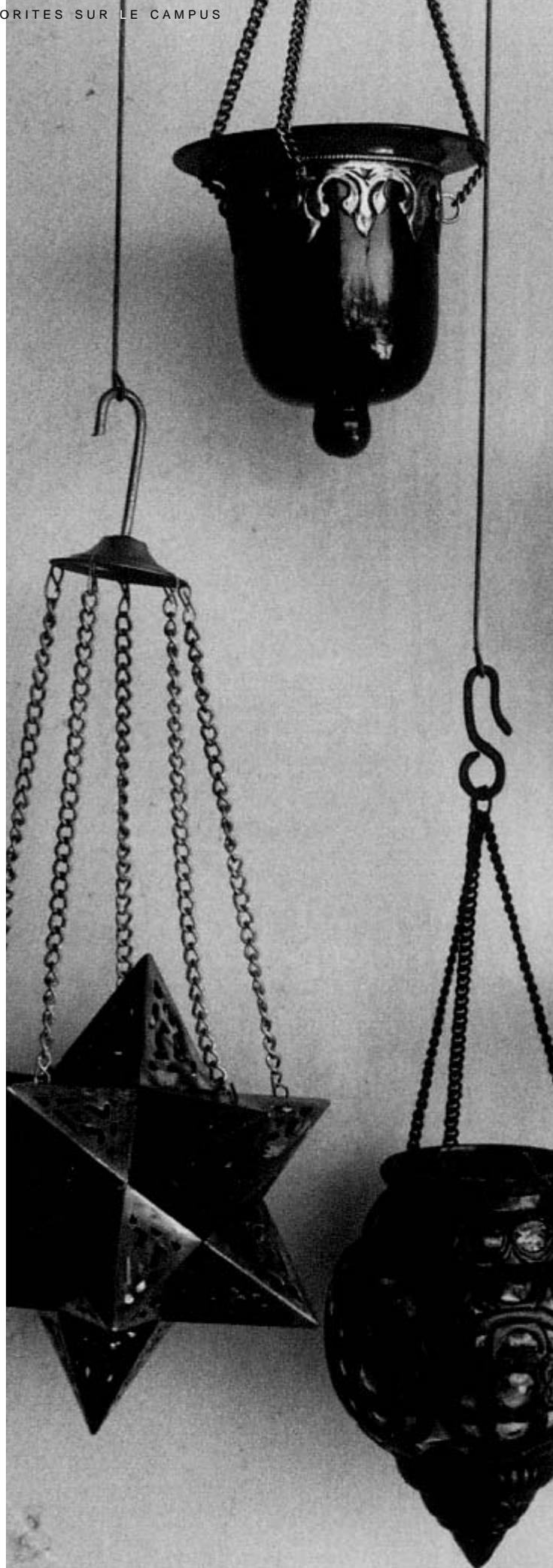
2) De l'expérience HEI, ce qui aujourd'hui, pour vous, s'est révélé le plus utile ?

L'approche multi-disciplinaire privilégiée par les HEI est sans conteste, l'élément qui m'a le plus apporté dans mes recherches. J'adresse en ce sens ma plus vive gratitude à mes deux directeurs de thèse, MM. Kapur et Djaili, sans lesquels je ne serais jamais parvenu à mes fins.

3) Quels sont les éléments qui ont déterminé et déterminent vos choix professionnels ?

Deux éléments ont guidé et guident toujours mes choix professionnels, l'un tenant à la mise en pratique de mes domaines de compétence, là où ils peuvent être le plus utiles et appréciés, l'autre tenant au défi personnel que je me suis fixé, de m'ouvrir et de m'enrichir le plus possible sur les plans intellectuel et moral.

Propos recueillis par Martin Roch



THE PROMISED LAND ? TRAFFICKING IN WOMEN IN ISRAEL

An estimated number of 3000 prostitutes each year come to Israel, many of them recruited in Eastern Europe and illegally trafficked into Israel. Their first experience in the Holy Land is a forced march across the Egyptian desert, crossing the Israeli border through routes used to smuggle weapons and drugs. Once inside the Promised Land, they're auctioned off. «It's kind of a meat market, it's very brutal», says Gadi Eshed of the Israel Police.

In his new fiction film, Amos Gitai (Kippour, Kedma, Kadosh) portrays the fate of trafficked women, who think they're escaping the harsh conditions of home only to find themselves sold off to prostitution in the Promised Land...

Fiction Meets Reality

It's a night in the Sinai desert.

A group of men and women keep warm around a campfire under the moonlight, The women speak Russian, they come from the East. The men are Bedouins, who normally tend their herds in the vicinity. Tomorrow, if everything goes well, they will secretly cross the border.

Tomorrow, Diana, Katia, Kristina and the others will be beaten, raped, and auctioned off. They will be passed from one hand to another, victims of an international network of trafficking in women.

Amos Gitai's new film Promised Land - Terre Promise focuses on an issue largely neglected in contemporary cinema: trafficking in women. Whereas he could have placed the story in any Western country, he chose to set it in his native country Israel, the «Promised Land».

What does this land promise, and to whom, asks the director? While news and headlines on the Middle East report predominantly, if not exclusively, on occupation, suicide bombers, terrorism and subjugation, Amos Gitai chose to widen the focus on a much more global problem, which spans over frontiers, land and seas and even constitutes a connecting factor between Arabs and Israelis who collaborate in the business, as the director explains.

The issue of trafficking is probably one of the ugliest accessories of modern days' mobility in persons, and is particularly appalling when it comes to women. In the 'Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons', appended to the U.N. General Assembly's Convention Against Transnational Organized Crime of 2000, trafficking in persons is defined as the

«recruitment, transportation, transfer, harbouring or receipt of persons, by means of the threat or use of force or other forms of coercion, of abduction, of fraud, of deception, of the abuse of power or of a position of vulnerability or of the giving or receiving of payments or benefits to achieve the consent of a person having control over another person, for the purpose of exploitation». Exploitation, then, may include forced prostitution or other sexual exploitation, but also forced labour services, slavery practices and the removal of organs. Trafficking in women constitutes a breach of human rights and is an extreme example of repression and humiliation, as women are subjugated to sexual and physical violence.

From Eastern Europe to the Middle East

A journey that starts with hopes for a better future soon turns into a nightmare, as the women perceive that they have been deceived. The Promised Land holds nothing but pain, abuse and humiliation for the women.

The protagonists in Gitai's movie come from Eastern Europe, as most of the trafficked women in Israel's brothels do. Following the break-up of the Soviet Union, the social and economic systems of the states of the former Soviet bloc collapsed and millions of people found themselves either out of work or at wages too low to make a living. Women were the first to be thrown out of work. These circumstances provided a powerful incentive to seek employment abroad. Perhaps because it is almost impossible to migrate legally in search of work, due to the rigid immigration policies of the countries of Western Europe and North America, many women are enticed by job offers abroad appearing in local newspapers or announced by local recruiters. Mostly, these women are not aware that the job advertised is prostitution and answer to job offers to work as waitresses, cleaning workers, child carers and the like.

While their average wage in their country of origin was 38 USD a month, the prospect of getting an advertised salary of a thousand dollars a month is very attractive. A woman from Uzbekistan gave the following description of the circumstances which brought her to Israel: «This year we had a baby, he's seven months old now. I wasn't working, I was just looking after the baby. My husband would bring us food once a month. When he stopped coming, I had nothing to eat. My milk dried up and I couldn't breastfeed the baby any more, and he was hungry. I was desperate. My sister told me that there are people who arrange cleaning work and that I'd earn a thousand dollars a month. I thought that with that kind of money, within six months I'd be financially secure for a few years. If I'd known that I would be sold into

prostitution in Israel, I'd rather have starved to death together with my baby».

Most victims of trafficking are smuggled into Israel through one or more countries of transit. The most common country of transit is Egypt, from where the women are transferred to Israel via the Sinai desert, just as the protagonists in *Promised Land*. They are smuggled across the fairly porous Egyptian border together with goods, drugs, weapons, migrant workers, and are accordingly treated as simple merchandise, as the movie documents impressively. On the way, many of the women are raped by the Bedouins, who see a woman who is destined to engage in prostitution as fair game and public property. But as the protagonist's fate, the *via dolorosa* does not come to an end when they enter Israel, but their horrific experience has yet just started.

Auction: Selling the Victims

Desert. Night. Shouting, bargaining. The women are lit by the lights of cars that are parked around them in a circle. The scene reflects an atmosphere of claustrophobia, a feeling of humiliation and intimidation catches the spectators' senses.

Once inside the promised land, the majority of the women trafficked into Israel are auctioned off as simple commodities, as the film portrays. The sale is one of the most salient expressions of the women's status as sex slaves. Traffickers are invited to the auction - often also in apartments, hotels, or brothels - to check out the female merchandise, and after a thorough physical examination, which includes an inspection of teeth and private parts, they bid against each other. After paying the agreed price, which in general ranges from 5'000 to 10'000 dollars, the buyer becomes the 'legal' pimp of the victim, which implies a right to take sexual advantage of his property (which is often justified on grounds of 'trying the merchandise' or «giving lessons in prostitution»). Accordingly, the sale frequently ends up with the woman being raped by her new owners.

Often, however, a single person cannot afford a 'whole' woman, so «joint ownership» has become a current way of financing the girls, while earnings will be divided up between the owners. In order to maximise the cost-benefit calculation, then, a phenomenon of «petty entrepreneurs» has developed, where the women are bought and kept in the buyer's home, where they'll have to engage in domestic work beneath prostitution.

Debt Bondage, Servitude, Deceit and Abuse

Violence and abuse become the women's daily reality. Despair and depression take hold of them, as there seems to be no way out of their servitude.

By creating a «debt», the women's servitude is perpetuated - hence the term «debt bondage». When they come to Israel, they are charged for the cost of

being brought into the country and acquired. The woman therefore has to work for free or for a petty sum until she has paid off her debt. However, because of exponential interest rates and the use of 'fines' for any type of «misbehaviour» (i.e. not satisfying a client, use of chewing gum, unsatisfactory make-up and so forth), the debt adds up and in most cases remains for ever. When the victim is resold, the debt is transferred directly to the new pimp.

Another expression of the servitude or enslavement of women is the confiscation of their passports or other identifying documents by traffickers. Such confiscation equals a deprivation of their identity, limiting their freedom and creating an obstacle to escape. The pimps thus threaten the women that if they do contact the police, they will receive long prison sentences for being illegally and without documents in the country and for engaging in prostitution, which are serious offences in Israel (legislation has improved, however, and this is not actually the case anymore, but as these women don't know the legal system, they are bound to believe their pimps). These threats are extremely effective, and women often capitulate in the face of their terrible fate.

The women's weakness and their massive dependence on the traffickers make them victims of fraud and abuse which are designed to extract maximum profits from them. Often, they work up to 20 hours a day, with the average being 13 hours and around 25 clients daily.

The latter are most often Israeli, Arabs and Jews alike. «Frequenting these women can be seen as a connecting factor between adversaries, as brutal as it sounds», says Amos Gitai.

Where Fiction and Reality Split

Along comes Rose. Observing a women's auction, she's fascinated and appalled alike by the business. Gradually, she approaches the protagonists, and a band of solidarity and friendship develops between her and one of them, Diana.

While Gitai's film lights some sparks of hope with the appearance of the character of Rose, reality is less comforting. Very little of the women get a chance to connect with the outside world, as they're often locked in, and their only human contact are the clients. The way the men treat the women depends totally on the goodness of their hearts. There are clients who help women to make contact with the outside world and even extricate them from the brothel, but far more prevalent are cruel rapes.

And as for the role of women, no solidarity at all is guaranteed. Although most of the pimps are men, women also operate as pimps, and there are couples who run a brothel as a «family business» and father and son businesses.

However, more and more human rights organizations

have become active in order to alleviate the fate of prostitutes in Israel, either by trying to liberate women held in debt bondage or by defending their rights politically in order to protect their status as illegal «immigrants». In the last two years, Israeli police have raided more than 200 brothels, prosecuting 150 traffickers, and, in early 2004, the government has opened a new shelter for victims of trafficking and gave temporary visas to some of them.

Prevention remains, however, insufficient. Public awareness should be enhanced, as the whole business is sustained because of the huge demand for prostitutes, while clients often don't know - or don't want to know -

anything about these women's background.

Gitai's film is therefore a means for these women to reach the public eyes and ears.

Promised Land - Terre Promise, Amos Gitai, (France / Israel 2004, 90min.) For trafficking in women in Israel see: «<http://www.atzum.org/trafficking.htm>»

Gioia Deucher

TAJINE DE POULET AUX TOMATES ET AU MIEL

Le dernier article culinaire m'a piqué au vif. J'étais exaspérée que l'on se préoccupe inlassablement de l'apport calorique de chaque aliment. Exaspéré que tout soit systématiquement soumis à un calcul méticuleux... Où est donc passée la folie passagère d'un goûter improvisé à des heures insensées ? Où s'est tapissé ce goût de l'aventure enfantin qui nous amenait à réunir les aliments les plus divers ? A croire que la pensée rationaliste n'a pas exempté l'intimité de l'art culinaire....

Cependant, une fois le premier élan rageur passé, et surtout, la soupe testée, je me suis dit que c'était une idée lumineuse ! Avec le problème de l'obésité croissant, le manque d'équilibre alimentaire en général (en particulier les cures de nouilles étudiantines) et le froid s'infiltrant par le col de la veste, rien de tel qu'une bonne soupe !

Il n'y avait donc plus lieu de rétorquer...mais il me fallait tout de même une idée de recette...Quel plat proposer à des étudiants HEI, en plein hiver alors que les gripes sévissent, dans un numéro consacré au Moyen-Orient ?

Je me suis creusé la tête, j'ai demandé conseil à mon entourage puis pour finir, je me suis dit que, parfois, la réflexion ne suffisait pas et qu'il fallait mener une action concrète. C'est alors que j'ai ouvert le tiroir des livres de recettes ! Sur le sommet de la pile, il y avait un petit livre à la couverture ensoleillée : Tajines («petits pratiques cuisine», édition Hachette). Voilà ce qu'il me fallait !

- Un plat marocain : un peu d'actualité à soumettre aux étudiants.

- Des épices orientales en harmonie avec le Comet spécial Moyen-Orient.

Puis, au fil des pages, je me suis arrêtée à «Poulet, Tomates, Miel». Voilà la troisième contrainte remplie : un peu de miel pour adoucir les maux hivernaux !

Certes ce n'est pas recommandé pour les silhouettes longilignes occidentales mais plus le tajine mijote, meilleur il est, donc utilisez ce temps pour faire du sport ! Et puis, si vous voulez être accordé à votre plat, les lignes courbes sont de bon goût et appréciées....

Alors, mettez du soleil dans votre cuisine et concoctez ce tajine de poulet aux tomates et au miel !

Pour 6 personnes, ébouillantez et pelez 2 kg de tomates. Coupez-les en gros morceaux. Epluchez 2 oignons et 2 gousses d'ail et coupez-les en lamelles.

Faites chauffer 6 cuillères à soupe d'huile d'olive dans une marmite. Faites-y dorer 6 cuisses de poulet pendant environ 5 minutes. Retirez le poulet. A la place, faites dorer les oignons et l'ail, ajoutez une cuillère à café de gingembre et une de cannelle (et si le goût de l'aventure vous saisit, ajoutez les épices qui vous font rêver...), puis les tomates.

Mélangez bien le tout. Posez dessus les cuisses de poulet. Salez et Poivrez. Couvrez la marmite et laissez mijoter à feu doux pendant environ une heure. Surveillez pour que le poulet ne brûle pas.

Lorsque les tomates sont réduites en purée, retirez les cuisses de poulet et disposez-les dans un joli plat. Versez 3 cuillères à soupe de miel d'acacia sur les tomates, remuez et laissez cuire 2 minutes. Versez la sauce tomate sur le poulet, parsemez de graines de sésame (que vous pouvez faire griller préalablement dans une poêle, à sec).

Et vous voilà sur la route de l'orient ! Une belle invitation au voyage digne de Baudelaire !

Bon appétit !

Camille Perret

FONCTIONNAIRE ATTITUDE

Ce que l'on dit de nos ennemis est parfois vrai, ce que l'on dit de nos amis est parfois faux. Mais d'un(e) fonctionnaire ? C'est toujours vrai. Certes, cela n'est pas à coup sûr vérifié, il existe comme partout ailleurs des exceptions. Mais concernant le sacerdoce de l'action publique, c'est entrer sous les ordres et revêtir la chasuble de l'ouvrier des masses numériques (on arrête pas le progrès, eh ! Et toi citoyen, quel est ton numéro d'étudiant, d'assuré, d'AVS, de bibliothèque et de compte bancaire ? Vous imaginez le nombre de personne qu'il faut pour gérer cet immense loto?).

On pousse la porte de l'immeuble, symbole de cette très sainte administration, comme on traverse la Barrière. Accoster l'étage de la Direction dans les flancs de laquelle on œuvre toute la journée non moins sainte, est un parcours de pénitence. On se défait de ses oripeaux terrestres et tout à fait temporels, pour revêtir une dignité : celle que confère la Règle. N'est pas Benoît ni Augustin qui veut, mais peu importe. Aucun d'eux n'est passé ici pour l'édicter, mais elle existe. Chaque geste en est empreint. Luxe ! il en existe même deux. L'une écrite, sacrée et inamovible : la procédure. L'autre, plus insidieuse, qui remplit les interstices de la réalité : la règle de silence. Le labeur est d'ombre mais il doit se voir. Rarement vous entendrez une voix au-dessus des autres... Ou alors si, une seule, celle du père supérieur, le chef de direction. Ici, tout le monde respecte l'atmosphère des lieux, les paroles se font à voix basse, car être fonctionnaire, c'est être doué. Être doué d'un sens qu'aucune science ne parvient à percer. Capter «radio couloir» n'est pas donné à tout le commun des mortels. Cette règle se love dans tous ces lieux communs courants (Si c'était une pure chimère, nous n'en parlerions pas). Dans toutes ces administrations qui vous ont prises un instant dans leurs filets. Ces couloirs sans fond, une troupe discutant nonchalamment à la porte d'un collègue qui se rompt à votre approche et qui s'éloigne à regret ; une machine à café qui s'essouffle là-bas au loin, qu'on devine épuisée par l'ampleur de la tâche ; ces mélanges de couleurs, un téléphone bruyant, une photocopieuse qui ronronne.... Si calme... s'insinue alors dans votre esprit quelque chose... une erreur... Non. Serait-ce possible ? Cela cloche.

Sous leurs airs afférés, cet empressement à vous saluer, ces quelques sourires fuyants, ces hochements de têtes compatissants devant les obstacles que vous rencontrez. Cette mine affectée lorsqu'on vous aperçoit à l'entrée du couloir, votre dossier à la main, déboussolé, désorienté. On vous prend par la main, maternellement presque, fonctionnellement plutôt. «Ah non, monsieur,

vous dit-on avant la fin de votre question, il faut vous diriger vers les services compétents. On ne peut pas traiter votre demande ici, allez voir à l'accueil ou au secrétariat, ils vous renseigneront». Surtout ne pas faire de vague, créer de précédent serait préjudiciable, un dossier de plus en retard. «Ils vous ont dit de venir ici ? Ah c'est une erreur... Vous feriez mieux d'aller à l'étage supérieur, couloir d'en face, on vous renseignera, vous n'êtes pas le premier aujourd'hui qui s'égare ici». S'égarer ? N'être pas le premier ? Une erreur ? Vous auriez donc échoué ? Voilà ce que vous êtes, citoyen, un incapable coupable. Vous avez beau avoir grand cœur, il faut être marin pour naviguer en ces eaux. Il vous faut un pilote, qu'à cela ne tienne... Patientez un instant il vient de partir... pour sa pause. Eurêka ! C'est ça. Vous avez découvert la brèche. Bravo, Brigadier.

Le temps, comme le silence, est d'or. Les administrations sont immensément riches.

Fonction publique de tous les pays, UNISSEZ VOUS !

Il est 5 heures, la Centrale... s'endort.

Martin Roch



ERRATUM

Nombreux sont ceux qui ont participé au financement de ce journal; nous avons malencontreusement omis dans la dernière édition de remercier l'«Association Garden Party», qui dès le début s'est engagée à nous soutenir.